

EuropaNova
Action pour une Europe politique

REVUE DE PRESSE

2011



EuropaNova
contact@europanova.eu
64bis, avenue de New York 75016 Paris

REVUE DE PRESSE

2011

SOMMAIRE

Du courage pour retrouver notre devoir d'invention démocratique Cynthia Fleury, <i>La Tribune</i> (5 janvier 2011)	4
Emprunt européen : les citoyens doivent aussi pouvoir y souscrire ! (11 janvier 2011)	6
L'Europe doit gagner la bataille de l'investissement ! Jean-François Jamet et Guillaume Klosaa, <i>La Tribune</i> (25 janvier 2011)	8
Crise de l'euro : sortir par le haut Emmanuel Monnet (24 mars 2011)	9
Faire renaître le projet européen pour lutter contre les nationalismes Thomas Houdaille, <i>Le Monde</i> (5 mai 2011)	10
Rapprochons l'euro des citoyens ! Stéphane Cossé & Robert Rocherfort, <i>La Tribune</i> (31 mai 2011)	12
Trois propositions concrètes pour l'avenir de la zone euro Stéphane Cossé, <i>Le Monde</i> (25 juillet 2011)	13
Adoptons une "règle d'or européenne" ! tribune co-signée, <i>Le Monde</i> (30 juillet 2011)	15

L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?	17
Jean-François Jamet, <i>L'Obs</i> (16 septembre 2011)	
Crise économique : un détonateur pour une Europe plus fédérale ?	20
Guillaume Klossa, <i>Atlantico</i> (26 septembre 2011)	
Les Italiens peuvent dire merci aux agences de notation	24
Jean-François Jamet, <i>Le Figaro</i> (5 octobre 2011)	
Fédéralisme européen : il faut un débat	26
Jean-François Jamet et Thierry Chopin, <i>La Tribune</i> (28 octobre 2011)	
Crise de la zone euro : peut on se passer d'un gouvernement économique européen ?	28
Jean-François Jamet, <i>Le Nouvel Observateur</i> (3 novembre 2011)	
La Grèce et la zone euro : deux scénarios	31
Guillaume Klossa, <i>Le Nouvel Observateur</i> (3 novembre 2011)	
Le sursaut européen ne viendra que d'un gouvernement fédéral	36
Guillaume Klossa, <i>Le Figaro</i> (4 novembre 2011)	
Que vous inspire aujourd'hui la décision grecque ?	39
Guillaume Klossa, <i>Le Figaro</i> (4 novembre 2011)	
Un projet à réinventer	41
Guillaume Klossa et Jean-François Jamet, <i>La Croix</i> (4 novembre 2011)	
Un pacte présidentiel pour l'Europe	43
Guillaume Klossa et Jean-François Jamet, <i>La Tribune</i> (16 novembre 2011)	
L'immense défi de la classe européenne	44
Thierry Chopin et Jean-François Jamet, Fondation Robert Schuman (22 novembre 2011)	
Angela Merkel a raison	47
Stéphane Cossé, <i>Le Monde</i> (1er décembre 2011)	

Du courage pour retrouver notre devoir d'invention démocratique. 5/01/2011



La philosophe Cynthia Fleury, professeur à l'American University of Paris, ancienne présidente d'Europeanova, auteur de "La fin du courage" (Fayard, 2010), s'inquiète de voir 2011 passer déjà à la trappe, victime des futures élections. L'enjeu, c'est de trouver un support européen à nos revendications.

Nous devons déjà veiller à ce que 2011 ne soit pas phagocytée par 2012. Entre l'enjeu électoral de la présidence française, les vingt ans du sommet de la Terre de Rio, les négociations sur le régime post-Kyoto, de grands alibis sont réunis pour faire passer cette nouvelle année à la trappe. Si les cantonales recentreront peu le débat, l'agenda européen risquera, quant à lui, heureusement de le faire.

2011, ce sont les 60 ans de la CECA et dans un contexte d'avalanche de crises des dettes souveraines européennes, il n'est pas inutile de reformuler les principes du pacte pionnier qui n'avaient de sens que cimentés par la solidarité. Si la rigueur est une nécessité, c'est loin d'être un projet. Il est grand temps de penser les conditionnalités sociale, éducative, environnementale de cette rigueur. Du courage en 2011, il va donc nous en falloir. Je ne parle pas de celui qui a t entendu comme un impératif de résistance au travestissement démocratique mais de celui qui consiste à retrouver notre goût pour l'invention démocratique. L'éthique du courage, ce n'est pas seulement le non. C'est aussi le oui. La rigueur sans le projet ou la conditionnalité, c'est le contraire de l'invention démocratique. L'Europe n'est forte que parce qu'elle a su inventer la croissance commune.

Cela fait trop longtemps que l'Europe gère un agrégat d'exceptions nationales préoccupées par leur seule petite croissance, se concurrençant pitoyablement, et croyant bénéficier de la valeur ajoutée de l'euro sans payer le tribut d'une solidarité budgétaire. Mais comble de bêtise, l'Europe, qui revendique une exigence normative forte, se prive d'un élément de souveraineté fondamental, à savoir l'autorisation pour la Banque centrale européenne de financer directement les états à bas taux d'intérêt (même si récemment quelques entorses à ce principe délirant ont eu lieu).

Résultat : une Europe à la solde d'agences de notation toutes prêtes à orchestrer sa disqualification. A Europeanova, nous militons pour que le parlement européen impose la réintroduction des éléments concrets de coordination européenne supprimés par le Conseil des

ministres des conclusions du rapport Larosière sur la régulation financière. Mais, plus globalement, nous défendons l'idée de coopérations renforcées sociales ou encore d'un protocole européen de progrès social.

Sur les territoires national et européen, je défends pour ma part la consolidation et l'eupéanisation de majorités qualifiées citoyennes, ces collectifs, parfois transversaux, tels que (pour ne citer que quelques exemples) Sauvons la Recherche, l'Appel des Appels, le manifeste d'économistes atterrés, collectifs qui représentent plus qu'eux-mêmes, qui ne sont financés par personne mais qui produisent des propositions de régulation sociale élevée, possédant un raisonnement articulé et réaliste. Collectifs, je le redis, insuffisamment européens.

Trouver un support européen pour nos revendications, devenir prescripteur pour d'autres peuples et pays de la zone euro est nécessaire. Inutile de céder au piège du maximalisme : les Etats et les peuples peuvent décider d'avancer à différents rythmes du moment que les valeurs européennes qu'ils défendent sont harmonisées. Il faut savoir qu'en politique le lieu de l'inspiration et du pouvoir ne reste jamais vide. A trop désertier l'avant-garde du progrès social-démocrate, on ne fait qu'alimenter les relents populistes.

Symboliquement, difficile pour 2011 de ne pas être l'année de la refonte de la valeur travail, avec le centenaire de la mort de Paul Lafargue qui n'eut de cesse, dans le sillage de Marx, de mettre à nu l'instrumentation mortifère du travail des hommes par le Capital, un travail aux antipodes de la capacité de faire œuvre. Oui, le droit au travail mais à la condition qu'il vienne parachever un droit à la paresse. Droit à la paresse qui n'est en fait qu'un droit à la contemplation, un droit à la "scholè" (loisir), un droit à l'école. De tout temps, la rigueur est à l'ordre du jour. "L'abstinence aux salariés", telle était déjà la sentence de la fausse morale du Capital. Gageons que 2011 démasquera ces fausses évidences.

Propos recueillis par Sophie Péters

Emprunt européen : les citoyens aussi doivent pouvoir y souscrire !

Le 5 janvier dernier, en réponse à la crise que traverse la zone euro, la Commission européenne a émis au travers du Mécanisme européen de stabilité financière (MESF), pour la première fois de son histoire, un emprunt obligataire. D'un montant de 5 milliards d'euros, celui-ci a été plus de 4 fois sursouscrit par les investisseurs financiers. L'événement peut paraître symbolique, il n'en demeure pas moins important. Cet emprunt concrétise la volonté politique d'assurer la mise en place d'un mécanisme ambitieux de soutien aux économies des Etats-membres les plus fragilisés. C'est aussi la première fois que la Commission emprunte directement sur les marchés financiers pour aider un Etat-membre défaillant de la zone euro, en l'occurrence l'Irlande.

Au-delà des marchés financiers, l'émission obligataire est passée inaperçue. Une telle souscription aurait pu constituer pourtant une formidable opportunité de mobiliser les citoyens européens autour de la défense de leur monnaie. De récents sondages ont illustré l'attachement des citoyens de l'Union européenne à leur monnaie unique et le soutien qu'ils portaient aux mesures de stabilisation. Pourquoi alors ne pas avoir proposé que les banques de la zone euro vendent directement à leurs guichets ces obligations à tous les citoyens de la zone qui veulent librement y souscrire ?

Conséquence à la fois du processus de désintermédiation et de dématérialisation, il n'y a quasiment plus de lien entre le citoyen et la souscription à l'emprunt public. Les souscriptions sont réservées aux investisseurs financiers. Nombre de citoyens détiennent pourtant des obligations souveraines à travers les assurances vie et OPCVM. Mais ils ne le savent pas. Les citoyens européens détiennent même, sans le savoir également, une grande partie de la dette publique de leurs voisins. Sait-on par exemple que, via les investisseurs financiers, sur les 74% des titres de la dette publique allemande détenus par des non-résidents, près de 25% le sont par des résidents en France, Italie et Benelux ? De même, l'Allemagne détient 13% des titres de la dette publique espagnole et la France près de 19% de celle des Pays-Bas.

A un moment où les institutions européennes sont souvent décriées pour leur approche trop « technocratique », proposer aux citoyens de souscrire directement à des obligations souveraines européennes constituerait une initiative significative. En prenant une part active au financement de la solidarité européenne, notamment des pays les plus fragilisés, c'est en acteur responsable que le citoyen agirait. Le sentiment d'appartenir à une véritable communauté de destin et non plus une simple zone économique de libre échange dotée d'une monnaie commune s'en trouverait naturellement renforcé. Dans un contexte certes différent, Georges Clemenceau ne disait-il pas en 1915 que le succès d'un emprunt est "*la suprême attestation de la confiance que la France se doit à elle-même*". Notons, en outre, que, lors de la souscription du 5 janvier, la Commission a émis à un taux de 2,6%, contre un taux d'émission en Allemagne de 2%. Pourquoi ne pas faire directement profiter les épargnants européens de cette prime ?

En 2011, près de 35 milliards d'euros seront levés par le MESF et le Fond de Stabilité Financière (FESF) et à terme, 440 milliards d'euros pourraient être levés. Ouvrons la souscription à tous les épargnants qui souhaitent exprimer ainsi leur confiance en l'euro. Ne

serait-ce pas là aussi une réponse à tous ceux qui s'inquiètent de voir les pays émergents, et surtout la Chine, de détenir des emprunts souverains au sein de la zone euro ?

En leur donnant la possibilité de souscrire à de tels emprunts, les citoyens de la zone euro seraient enfin progressivement sensibilisés au projet plus ambitieux de mise en place d'un marché obligataire plus vaste à travers les « euro bonds ». Il s'agira alors à une Agence Européenne du Trésor d'émettre pour le compte des Etats de la zone euro des obligations en commun. Soutenu notamment par le Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ce projet fait l'objet d'une opposition des gouvernements français et allemand. Il constituerait pourtant une nouvelle première et un avancement logique dans l'histoire de la convergence économique de l'Europe.

Stéphane Cossé est maître de conférences à Sciences-Po et membre du conseil d'Orientation d'EuropaNova

Oui, Paris attire les entreprises !

Alire certains articles dans la presse ces derniers mois, on pourrait croire que la région capitale subit une telle hémorragie d'entreprises en raison du prix de l'immobilier de bureaux qu'elle est en passe de devenir une coquille vide. La réalité est différente. Avec 50 millions de mètres carrés pour l'Île-de-France, dont 16 millions à Paris, la région capitale est le leader incontesté de l'immobilier de bureaux en Europe, devant Londres, Berlin et Madrid. Et pour les coûts globaux d'implantation, notre compétitivité par rapport à Londres est sans appel.

Mais Paris ne s'endort pas sur ses lauriers. Pour répondre à la demande des entreprises en matière de locaux, Paris développe actuellement 10 % de son territoire en friche et y aura construit 2 millions de mètres carrés de bureaux supplémentaires d'ici à 2020. Où ? Citons les 660.000 m² de bureaux aux normes internationales qui seront lancés, d'ici à 2014, sur Paris-Nord-Est, Paris-Rive gauche et Clichy-Batignolles. 60.000 m² de bureaux seront commercialisés sur Clichy-Batignolles à partir de l'an prochain ; sur le secteur Austerlitz, plus de 200.000 m² de bureaux vont sortir. Sur Paris-Nord-Est, les programmes économiques sont nombreux : par exemple, près

de 30.000 m² de bureaux sont programmés autour de la future gare du RER E dans le quartier « Éole Évangile » et d'ici deux ans, BNP Paribas pourra s'installer sur 40.000 m² de bureaux aux normes internationales dans notre ZAC Claude-Bernard. Autre exemple, en plein cœur de Paris, dans le XI^e arrondissement, le site de l'ancienne Poste Bréguet propose plus 20.000 m² de bu-

tier historique des affaires. Mais d'abord, notons que les bureaux construits en dehors du quartier historique des affaires sont souvent à des loyers fort compétitifs. Ensuite, le taux de vacance des bureaux est resté faible : à 5,3 %, il est le plus bas de l'Île-de-France et les transactions ont bondi du premier semestre 2009 au premier semestre 2010 de 70 % dans le Paris-Quartier central

Point de vue



Par **CHRISTIAN SAUTTER**
Adjoint au maire de Paris,
président de Paris Développement

reaux BEC qui devraient être livrés fin 2013.

Bien évidemment, il y a des mouvements d'entreprises qui se déplacent au sein de la métropole. C'est cette dynamique de complémentarités territoriales qui est un atout de la métropole parisienne. Les « back-offices » des grandes activités financières tendent à s'installer en proche couronne, bien desservie par les transports en commun et où les loyers sont plus faibles que dans le quar-

ter des affaires (QCA) et de 104 % pour Paris hors QCA. Enfin et surtout, il y a des mouvements en sens inverse, de sièges sociaux ou de centres de recherche qui se créent ou reviennent sur Paris intra-muros : Société Générale Asset Management, Scor, ou encore France Télévisions. Et Paris attire de nombreuses implantations étrangères : Sony Music par exemple, ou ICBC, première banque au monde d'origine chinoise, qui vient d'inaugurer ce mois-ci



« Paris développe actuellement 10 % de son territoire en friche et y aura construit 2 millions de mètres carrés de bureaux supplémentaires d'ici à 2020. »

son implantation parisienne. De son côté, Google a annoncé cet automne un développement important de ses activités en France, mais aussi l'implantation d'un centre de recherche et développement et de son centre culturel européen à Paris.

Comme l'a dit Bertrand Delanoë lors d'une récente réunion de dirigeants d'entreprises étrangères : « Paris, c'est Rome plus la Californie ». C'est-à-dire que Paris - mondialement connue pour sa qualité de vie, son offre culturelle, son patrimoine - est aussi de plus en plus réputée pour l'innovation et l'environnement porteur qu'elle offre aux entreprises. Et cet avantage concurrentiel commence à porter ses fruits. Car, en parallèle de la stratégie de développement de 10 % de son territoire, la capitale poursuit une stratégie économique tonique à plusieurs

dimensions : nous jouons à fond la carte du développement durable avec un « plan climat » qui réduira de 25 % la consommation d'énergie entre 2004 et 2020 ; nous misons sur l'innovation avec un investissement total de 1 milliard d'euros en six ans et un soutien vibrant aux jeunes entreprises innovantes et aux pôles de compétitivité ; et nous nous préparons à accueillir 50 millions de touristes d'ici quinze ans (28 millions actuellement) en ajoutant 7.000 chambres d'hôtels aux 75.000 existantes.

De même que la population des Parisiens augmente, de 86.000 habitants entre 1999 et 2008, la population des entreprises progresse aussi de façon vigoureuse, aussi bien dans les secteurs de pointe que dans les services à la personne. Paris va de l'avant, avec confiance, en pointe de la Région et de notre pays.

L'Europe doit gagner la bataille de l'investissement

Face à la crise de la dette que traversent plusieurs pays européens, l'accent a été mis par les chefs d'État sur des politiques d'austérité visant à réduire les déficits. Pourtant, l'inquiétude reste de mise. Une partie de cette inquiétude naît du scepticisme quant à la capacité de l'Europe à générer de la croissance malgré l'austérité budgétaire, croissance pourtant nécessaire pour créer les emplois et les revenus qui alimenteront les recettes fiscales. Or, les sommets européens récents ont peu servi à discuter des politiques de croissance. C'est une erreur et l'Union européenne doit y remédier sans délai, notamment en se dotant d'une stratégie d'investissement.

C'est en effet l'investissement qui doit constituer le cœur de la politique européenne de croissance pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'investissement d'aujourd'hui conditionne l'emploi de demain ainsi que les gains de productivité, c'est-à-dire in fine la compétitivité et le pouvoir d'achat. Or le taux d'investissement, n'a cessé de reculer ces dernières années dans l'Union européenne : il y est passé de 23,4 % en 1990 à 18,3 % aujourd'hui, alors que, dans le même temps, il augmentait dans

les pays émergents, passant de 25,6 % à 30,8 %. Plusieurs facteurs expliquent ce recul. Les bulles immobilières qu'ont connues de nombreux pays européens ont détourné une partie de l'épargne de l'investissement productif, la pierre apparaissant plus sûre et rémunératrice. D'autre part, la forte croissance des pays émergents pousse les multinationales à y réinvestir leurs bénéfices plutôt qu'en Europe.

L'investissement est aussi une priorité parce qu'il est la variable macroéconomique qui a le plus souffert de la crise. Seuls quelques pays - notamment l'Allemagne - ont vu l'investissement revenir aux niveaux d'avant la crise. L'expérience des ajustements structurels du FMI montre également que les politiques d'austérité peuvent avoir

des effets pervers si elles tuent l'investissement, qui est souvent la première dépense à être réduite. Autrement dit, même si c'est politiquement difficile, l'effort doit prendre la forme d'une réduction des dépenses courantes et non d'une diminution de l'investissement public.

Dans le contexte de déclin démographique de l'Europe, la croissance ne peut venir que de l'investissement dans les infrastructures, les compétences et les technologies nouvelles. Le secteur public a un rôle à jouer soit directement (par exemple pour financer l'entretien et le développement des infrastructures de transport ou d'énergie), soit indirectement (en créant un environnement favorable à l'investis-

sement, par exemple pour le capital-risque et la R&D). Ce rôle suppose néanmoins un contrôle rigoureux de la « qualité » de l'investissement et doit s'accompagner de réformes structurelles qui limitent les logiques de rente.

Cet effort d'investissement doit être mené à tous les niveaux de décision. La France en a déjà fait une priorité nationale au travers du grand emprunt. Au niveau européen, plusieurs initiatives pourraient être prises utilement. Tout d'abord, surveiller le taux d'investissement, s'assurer que la part de l'investissement ne diminue pas dans la dépense publique et que les programmes d'austérité éparpillent les dépenses d'investissement. Ensuite accroître les capacités européennes d'investissements en mobilisant le budget communautaire (au travers des fonds de compétitivité et de cohésion - qui doivent pouvoir être débloqués plus rapidement qu'actuellement - et de la création d'emprunts européens), les prêts de la Banque européenne d'investissement ou encore les partenariats public-privé. La stabilisation du taux de change de l'euro vis-à-vis des monnaies américaine et chinoise doit également être un objectif pour évi-

« La part du PIB consacrée à l'investissement productif n'a cessé de reculer ces dernières années dans l'Union européenne. »

ter de donner des incitations à débiter. Une solution pour cela est d'encourager la Chine à adosser et réévaluer sa monnaie contre un panier de devises incluant l'euro plutôt que contre le seul dollar, ce qui l'amènera en outre - le mouvement est en réalité déjà commencé - à investir une partie de ces réserves dans la zone euro.

Les États membres, la France et l'Allemagne notamment, se sont enfermés en 2010 dans un faux débat entre soutien de la consommation et stratégie d'exportation. En réalité, dans une économie ouverte, peu importe qui achète. L'important est d'être compétitif et pour cela, l'Europe a besoin de relancer l'investissement et d'en faire sa priorité. C'est le meilleur moyen d'assurer l'emploi, les revenus et les recettes fiscales de demain.

Analyse



Par **JEAN-FRANÇOIS JAMET**
ET **GUILAUME KLOSSA**
Porte-parole et président
d'Europa.Nova

Emmanuel Monnet

Crise de l'euro : sortir par le haut

A la veille du Conseil européen, l'auteur, membre du think-tank Europa Nova, analyse comment résoudre la situation des pays membres en difficulté.

Après plusieurs semaines de discussion, les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro ont adopté le 11 mars un « pacte pour l'euro », plan de sauvetage de la monnaie unique qui sera soumis à l'approbation du Conseil européen demain. Premier enjeu de cet accord, le plus urgent :

la résolution de la crise de paiement qu'affrontent plusieurs Etats membres de la zone euro du fait de déficits publics élevés. Les gouvernements européens ont fait le choix d'écarter leur risque de défaut de paiement en créant le fonds européen de solidarité financière, permettant de leur accorder 440 milliards d'euros de prêts. Cet instrument manque encore de crédibilité. Face

à l'instabilité des marchés financiers, à l'incertitude persistante pesant sur les dettes publiques grecques, espagnoles et irlandaises, récemment dégradées par les agences de notation et dont les taux d'intérêt ont à nouveau fortement augmenté, il est urgent que les Etats membres confirment leur engagement de soutenir financièrement ces Etats membres. Le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), et sa prévisibilité à moyen terme dans

le développement de la capacité exportatrice de ces pays nécessitera un remodelage profond de leur tissu industriel. A l'heure où la concurrence commerciale des pays émergents est plus vive que jamais, il importe de soutenir l'émergence de

secteurs de pointe innovants sur l'ensemble du territoire européen. La compétitivité doit être davantage fondée sur les savoir-faire nationaux que sur une course au moins disant fiscal, qui a montré, en Espagne, ses limites. L'annonce de travaux sur l'harmonisation de l'assiette des impôts nationaux sur les sociétés y dans la bonne direction.

« Un équilibre doit être recherché entre solidarité et responsabilité »

secteurs de pointe innovants sur l'ensemble du territoire européen. La compétitivité doit être davantage fondée sur les savoir-faire nationaux que sur une course au moins disant fiscal, qui a montré, en Espagne, ses limites. L'annonce de travaux sur l'harmonisation de l'assiette des impôts nationaux sur les sociétés y dans la bonne direction.

Quans l'aide de l'UE, les Etats en difficulté budgétaire ne pourront fournir l'ajustement nécessaire au renouvellement de leur politique industrielle. Il pourrait être judicieux de renforcer davantage la force de frappe des instruments de financement existants, notamment le Fonds européen d'investissement, qui pourrait être transformé en fonds européen pour l'innovation et les nouvelles technologies, financé par

un grand emprunt européen, disposant de programmes ciblés sur les régions les moins avancées.

La survie immédiate de la zone euro impose une sortie rapide de la crise de la dette.

La prévisibilité de la monnaie unique impose une sortie par le haut, c'est-à-dire un niveau d'exigence collective plus élevé en matière de finances publiques et de performance économique et sociale.

COMMUNIQUÉ

TOUT LE MONDE SE MOBILISE POUR LE MUR POUR LA PAIX

Paris, 11 février 2011 (AFP) : « Le Mur pour la Paix », situé sur le Champ de Mars (VII^e), a été à nouveau dégradé. (...)

Trois des douze panneaux de verre sur lesquels est inscrit le mot « paix » en trente-deux langues, dont l'arabe et l'hébreu, sont entièrement brisés mais sont restés sur leurs socles.

Érigé en mars 2000 sur le Champ de Mars, dans la perspective de la Tour Eiffel, le Mur pour la Paix a été créé par Clara Halter et l'architecte Jean-Michel Willmette.

Le communiqué de l'AFP précise que le monument, « devenu, au fil des ans, un lieu de rendez-vous pour les militants des droits de l'homme », est « régulièrement souillé par des graffiti racistes et antisémites ». Aux agressions physiques constatées par le journaliste de l'AFP s'ajoutent les agressions verbales d'une minorité d'habitants du VII^e arrondissement de Paris. Ceux-

là violent d'un mauvais œil les défilés devant l'unique monument pour la paix dans un pays où abondent les monuments aux victimes des deux guerres mondiales. Cependant, les plus grands journaux internationaux saluent cette œuvre, les touristes du monde entier la visitent, tous les guides la citent.

La virulence des adversaires du Mur pour la Paix, leurs insinuations contre un monument de cette envergure, nous incitent, nous, les voisins et amis du Mur pour la Paix, à lancer cet appel. Nous nous adressons non seulement aux habitants du VII^e mais à tous les citoyens de Paris, à qui appartient le monument, et, au-delà, à tous les Français.

Il faut que les vandales racistes le comprennent : nous ne laisserons pas souiller, et encore moins détruire, cet « hymne à la vie » dédié à un mot universel et chaque jour plus nécessaire : la Paix, mot qui donne un sens nouveau au Champ de Mars.

Nous, les soussignés, lançons cet appel à tous ceux qui aiment la paix et entendent le prouver.
Anouk AMEL, Sylviane AGACINSKY, Bernard ABOUAF (Radio Sham), Martine AUBRY, Roselyne BACHELOT-MARQUIN, Marie-Christine BARRAULT, Pierrick BENOIST, Emile BAUILLON, François BERRIOU, Anouk BERNARD, Olivier BENVENISTE, Xavier BERTHOUD, Louis BESSON, Jean-Louis BIANCHI, Laurent BIGOLAS, Pascal BONAFANT, Jean-Louis BOURDIO, Leonello BRANDOLINI (éditeurs, Robert Lafont), Pierre BRUEL, Alain CARRON, Olivier CATTANI (Parole de femmes), Elie CHOURAQUI, Christine CLERC, Dany COHEN BENOIT, Jean-François COPE, Pierre CORNETTE DE SAINT CYR, Ma Jean-Michel DARROUS, Hervé de VAILLANT (Collège des Bernardins), Yves DEVAL, Harlem DESR, Jean-Pierre DUBOIS (Ligue des Droits de l'Homme), Jean-Paul ENTHOUEN, Raymond ETIENNE (Fondation Abel Perle), Luc FERRY, Ibtisam FARAH, Dan FRANCK, Pierrick FRODMAN, Anne GRUWIN-WALLS, Nicole GUELLI, Elisabeth GUÉROU, Shem HABCHI (B. Putes N. Soumisses), Simone HALBERSTADT HARARI, Jacques HINTZY (Unicef), Jean-Paul HUCHON, Alain JAMBONVILLEZ (L'ORA), Lionel JOSPIN, Chantal JOUANNÉ, Jodi Pi David KHAYAT, Ma Georges KEJMAN, Julia KRISTEVA, Philippe LABI (Prensa Presse), Marc LAMBRON, Henri LAURET, Jean-Marie Le GUEN, Patrick LOÏZÉ (Je CHAN), Daniela LUMBRUSO, Sabine MAZEFER, Daniel MESSASCHI, Serge MOUTIL, Edgar MORIN, Mohammed MOUSSAKHIL (Fondation Française de Culture Musulmane), Olivier ORSANI (Editrice Print), Thierry ORIZ (Christiane), Gilles PELLARD (SOS Villages d'Enfants), Vincent PELLON, Gilbert PERLEIN (AMAMAC, Nice), Marie-Claude PIETRAGALLA, Patrick POIVRE D'ARVOR, Olivier POIVRE D'ARVOR, Richard PRASADOUER (CRP), Hubert PROLONGEAU, Audrey PULVAR, Didier QUILLOT (L'agorithme), Jean-Pierre RAFFARIN, Jean ROUFOL, Philippe ROINET (En. Editions), François ROUSSELY, Isabelle Michel SERRATY (Amis du Judaïsme de France), Philippe COLLIER, Dominique SOROT (SOS Racismes), Benjamin STORA, Daniel THOMPSON, Danièle THOMPSON, Merveil WALLS, Michel WINOCK, Michel ZERBB (Radio J.), François ZMERAY (L...)

Association pour la Pérennisation du Mur pour la Paix au Champ de Mars
Siège social : 5, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris
www.apmpcm.org
Envoyez votre signature : contact@apmpcm.org



Faire renaître le projet européen pour lutter contre les nationalismes

Les responsables politiques nationaux et européens doivent avoir le courage de répondre clairement aux arguments populistes et nationalistes et démontrer que l'avenir de nos nations passe par une renaissance du projet européen.

EuropaNova | 05.05.2011 à 12h17 • Mis à jour le 21.03.2012 à 16h12 | Par Thomas Houdaille, secrétaire général du think-tank EuropaNova

Le monde traverse une zone de turbulence alimentée par des déséquilibres économiques et financiers qui touchent en particulier l'Europe, continent historiquement dominant, en perte de vitesse. Au niveau national, cela se traduit par une perte de confiance de nos concitoyens, un repli sur soi et une montée des populismes et autres nationalismes.

Ceux-ci ont beau jeu d'incriminer l'Europe et l'un de ses principaux symboles, l'euro, devenu bouc émissaire de tous nos maux. Pourtant, compte-tenu des enjeux actuels et à venir pour nos sociétés et de la dynamique croissante et complexe de mondialisation, il n'y a pas d'autre alternative qu'un projet européen réaffirmé et renouvelé, qui en plus d'apporter des solutions concrètes, sera porteur de sens.

Depuis la fin de la guerre froide, le monde a connu une évolution d'une rapidité et d'une ampleur époustouflantes, qui a profondément modifié nos modes de vie : la façon dont nous travaillons, notre mode de consommation, notre manière de voyager, les relations entre les gens... La crise financière mondiale n'est que l'épisode le plus récent d'une série d'événements qui ont ébranlé nos certitudes et nos systèmes de valeurs. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'Europe, on craint que nos enfants soient moins bien lotis que nous. Et c'est vrai que la situation de nos économies n'est pas brillante : croissance faible, chômage en hausse, endettement massif des états... D'autant plus que malgré les plans de relance, puis les plans d'austérité de la plupart des Etats européens, on ne voit pas bien comment ces mesures pourront améliorer autre chose que la confiance des marchés financiers.

Les responsables politiques semblent impuissants à trouver des solutions, plus concernés par les prochains enjeux électoraux que par la nécessité de répondre aux préoccupations des citoyens. C'est en tout cas ce qui ressort du dernier baromètre annuel du Centre de recherche politique de Sciences po (Cevipof) sur la confiance des Français : pas moins de 83 % des personnes sondées par OpinionWay considèrent que "les responsables politiques, en général, se préoccupent peu ou pas du tout" des gens comme eux.

Et c'est là que les partis nationalistes et autres extrémistes attaquent ! Le Front National pour la France, les Vrais Finlandais, (19% aux élections législatives du 17 avril dernier en Finlande), ou les autres partis extrémistes européens n'ont pas cessé d'enregistrer des succès depuis le tournant du siècle. Quelles sont leurs recettes ? Des réponses simplistes à des problèmes complexes, un rejet de l'immigration responsable selon eux du chômage croissant et enfin un euroscepticisme violent : l'Europe est en effet accusée d'être le "cheval de Troie" de la mondialisation et incapable d'apporter des solutions. Or si l'on y regarde d'un peu plus près, il apparaît vite que les réponses apportées par ces partis sont facilement contestables et surtout d'un autre temps !

Concernant la sortie de l'euro par exemple, au-delà des conséquences politiques difficilement prévisibles d'un pays à l'autre, la plupart des économistes estiment que cela serait catastrophique. La banque ING a chiffré l'impact de l'éclatement de la zone euro dans une étude publiée en juillet 2010 : pour la France, cela provoquerait une dévaluation de près de 20 % de notre monnaie, l'effet positif sur les exportations serait neutralisé par l'effet négatif sur les importations, notre économie connaîtrait une récession avec baisse de 10 % du PIB sur trois ans, une hausse du chômage à 13,8 %... De plus l'inflation aurait un impact négatif sur le pouvoir d'achat des Français. Enfin la charge de la dette de l'Etat détenue par des investisseurs étrangers (70 % du total) serait renchérie et il faudrait doubler l'impôt sur le revenu des Français pour ne pas déclarer l'Etat en faillite !

Quant à l'immigration, il devient urgent d'expliquer simplement qu'elle n'est pas la raison du chômage et que les emplois occupés par les immigrés ne sont pas ceux que veulent les chômeurs français car ils sont plus pénibles, moins bien payés et ne correspondent pas aux aspirations d'un certain nombre de nos concitoyens. Par ailleurs, compte-tenu de l'effondrement démographique en Europe, l'immigration va être de plus en plus nécessaire. A partir de 2015, l'évolution démographique de l'ensemble de l'Union européenne sera négative. Or pour les économistes, le

premier facteur de décroissance est la baisse de la [population](#) . L'immigration est donc le premier moteur de la future croissance européenne.

"UNE NOUVELLE VISION COLLECTIVE"

Les responsables politiques nationaux et européens doivent [avoir](#) le courage de répondre clairement à ces arguments idéologiques et [démontrer](#) que l'[avenir](#) de nos nations passe par une renaissance du projet européen. Dans un monde globalisé où s'affirment de nouvelles grandes puissances comme la [Chine](#) , l'[Inde](#) ou le [Brésil](#) , comment [penser](#) qu'une nation européenne puisse s'en [sortir](#) seule ? Pour ce qui concerne la dynamique de croissance par exemple, au cœur du "réacteur" de nos sociétés, il s'agit en priorité de [rendre](#) plus efficient le marché intérieur européen. [Lever](#) les obstacles au bon fonctionnement du "plus grand marché du monde" fort de 550 millions de consommateurs, est en effet une source de croissance endogène à moindre coût qu'il faut [privilégier](#) dans cette période de restriction budgétaire.

Les marges financières restreintes pour la plupart des nations européennes sont un argument de plus pour une mise en commun de nos moyens au niveau européen. C'est notamment vrai pour les investissements en recherche et innovation qui pourraient [permettre](#) de [créer](#) les industries du futur, porteuses de croissance et pourvoyeuses d'emplois qualifiés qui seuls permettront de [faire baisser](#) le chômage. Enfin, concernant l'immigration, au-delà de l'argument sur la force de travail nécessaire, il est urgent d'[instaurer](#) entre l'Europe et ses voisins du Sud une véritable [politique](#) de mobilité et d'intégration, avec, à la clé, des visas de [travail](#) , des coopérations universitaires, l'harmonisation des formations professionnelles et des programmes spécifiques pour les migrants à leur retour dans leur pays. C'est notre [devoir](#) et c'est aussi la meilleure solution pour [développer](#) des relations équilibrées et pacifiées autour de la Méditerranée.

Mais l'Europe doit aussi répondre aux aspirations plus immatérielles des citoyens. L'évolution du monde et sa complexité, les bouleversements des repères traditionnels comme la [famille](#) , le travail, la place de l'Eglise, contribuent à créer un sentiment de perte de repères pour l'individu, qui s'exprime notamment dans les différentes [enquêtes](#) d'opinion, en particulier chez les jeunes. Ainsi selon l'indice 2011 de l'Observatoire de la confiance de la poste, 83 % des jeunes français entre 15 et 25 ans pensent que le monde va mal et 71 % ne font pas confiance à l'Etat !

Face aux nationalistes qui jouent sur ces craintes, la peur de l'autre et du déclassement, qui prônent un repli sur soi et la fermeture des frontières, il faut [oser réaffirmer](#) que l'Europe, c'est aussi un projet de civilisation basé sur des valeurs fortes telles que la non-discrimination, la tolérance, la [justice](#) , la solidarité et l'égalité. Que c'est un projet humaniste porteur de progrès pour l'individu, une dynamique où la relation à l'autre est clé, qui favorise le [développement](#) de la confiance en soi, donc en l'autre. Un peu idéaliste certes, mais il faut l'être également pour [proposer](#) une nouvelle vision collective à notre société : une renaissance du projet européen.

L'Europe que l'on a construite a de vraies déficiences. Il faut les [corriger](#) et cela passe par des politiques plus offensives, moins de naïveté et une dynamique politique renouvelée qui fasse écho chez les citoyens. Jean Monnet disait : "*nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes.*" Aujourd'hui, il ne semble pas y avoir d'alternative à une union plus étroite des Européens autour d'un projet commun.

|

(<http://www.europanova.eu/>)

Créé en 2003, Europanova (<http://www.europanova.eu/>) est un collectif de citoyens qui s'est donné pour mission de "promouvoir une Europe politique, puissante et généreuse, en mobilisant les nouvelles générations". Europanova participera à la Fête de l'Europe qui se tiendra du 7 au 9 mai sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris .

Les entreprises françaises versent-elles assez de dividendes ?

Les comptes nationaux de la France pour 2010, publiés récemment, éclairent les débats sur le partage de la valeur ajoutée et les dividendes à la lumière des dernières statistiques disponibles. Le taux de marge des sociétés non financières s'établit à environ 30 % en 2010. En légère augmentation par rapport à son point bas de 2009, qui résultait de la forte chute du dénominateur, la valeur ajoutée, mais toujours dans le bas de la fourchette resserrée dans laquelle il évolue depuis vingt-cinq ans. Il n'y a donc, en France, aucune déformation du partage de la valeur ajoutée au détriment du travail et au profit du capital.

La composante résiduelle du partage de la valeur ajoutée, le montant des impôts de production net des subventions d'exploitation, a par ailleurs fortement diminué en 2010, du fait notamment de l'entrée en vigueur de la réforme de la taxe professionnelle. De sorte que, malgré le léger redressement du taux de marge, la part du coût du travail dans la valeur ajoutée progresse encore en 2010, à près de 67 %, son plus haut niveau depuis 1993. Dès lors, on peut s'interroger sur le sens de toute mesure qui aurait pour objet d'augmenter artificiellement ce ratio.

Une déformation forcée du partage de la valeur ajoutée en

France au détriment du taux de marge des entreprises apparaîtrait d'autant plus incongrue que ce ratio est déjà très inférieur à sa valeur moyenne dans la zone euro, 37 %. Et alors qu'il s'est tassé en France au cours de la dernière décennie, il s'est nettement redressé dans la zone euro sur la même période, en particulier en Allemagne.

Au-delà de l'évolution du partage de la valeur ajoutée, il est souvent évoqué une explosion des dividendes versés par les entreprises françaises. Mais si les

s'explique par la complexification de la structure des entreprises et leur globalisation.

Bien entendu, seul le solde de ces flux, un peu plus de 60 milliards en 2010, représente la part de la valeur ajoutée des entreprises consacrée aux dividendes. La progression de ce montant est bien moindre que celle des flux bruts de dividendes. Entre 1995 et 2010, les dividendes nets versés par les entreprises sont ainsi passés de 3,5 % à 6,4 % de leur valeur ajoutée. Là encore, cette évolution n'a rien d'incompréhensible et ne cache aucun bond de la

Les dividendes bruts versés par les entreprises ont été multipliés par 4,1 en quinze ans, à environ 210 milliards d'euros en 2010.



Point de vue



Par **JEAN-CHARLES SIMON**
Chief économiste de Scor SE

dividendes bruts versés par les entreprises ont été multipliés par 4,1 en quinze ans, à environ 210 milliards en 2010 — moins que les deux années précédentes, crise oblige —, les dividendes qu'elles ont reçus ont été multipliés par 4,8 sur cette période, à près de 150 milliards en 2010. Il y a donc eu avant tout une amplification considérable des flux de dividendes intragroupes, qui

rémunération du capital. Car, dans le même temps, les intérêts payés par les entreprises ont diminué d'autant : la rémunération totale de la dette et du capital est restée au même niveau depuis quinze ans — environ 9 % de la valeur ajoutée —, seul le « mix » de ces deux composantes ayant évolué. Depuis le début des années 1990, avec la baisse des taux, une désintermédiation bancaire accrue et l'ém-

gence de nouveaux investisseurs en capital — étrangers en grande partie —, les entreprises ont substitué du capital à de la dette. Par ailleurs, la valeur des titres des entreprises a progressé aussi vite que les dividendes versés, le rendement de leur capital étant ainsi resté stable. Le rapport des dividendes bruts versés par l'ensemble des sociétés non financières françaises à la valeur de leurs actions et titres assimilés est même légèrement inférieur en 2010 à ce qu'il était en 1995... En moyenne période, il oscille autour de 5 %, avec des creux quand la valorisation des entreprises s'envole (1999-2000) et des pics quand elle s'effondre (2009).

Enfin, si la valeur des titres des entreprises comme le montant des dividendes qu'elles versent ont augmenté plus vite que la valeur ajoutée de l'économie française au cours des deux dernières décennies, c'est le résultat de l'internationalisation rapide et réussie

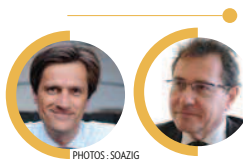
de ces entreprises, et notamment des plus grandes. Leur valeur a augmenté en grande partie à raison de la richesse qu'elles créaient ailleurs, dans des économies plus dynamiques. La très forte croissance du montant des dividendes reçus par les entreprises témoigne du rapatriement dans les comptes des groupes français de cette valeur générée par leurs filiales à l'étranger. Et au cours des prochaines années, il est inévitable que la valeur des entreprises françaises et donc les dividendes qu'elles verseront progresseront plus vite que l'économie en France, sauf si ces entreprises ne parvenaient plus à tirer parti de la mondialisation. Pour les ménages français, le problème n'est pas cette évolution mais bien l'absence d'outils comme les fonds de pension, qui leur auraient permis d'être largement associés au succès global de ces entreprises, aujourd'hui de plus en plus largement détenues par des actionnaires étrangers.

Rapprochons l'euro des citoyens !

Au cours des dernières semaines, le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF) et le Fonds européen de stabilité financière (FESF), constitués pour venir au secours des pays de la zone euro les plus fragilisés, ont émis trois emprunts consécutifs de plus de 13 milliards d'euros. Ces emprunts ont été sursouscrits de 3 à 9 fois par les investisseurs financiers. C'est la première fois de l'histoire que la Commission européenne (à travers le MESF) et les pays de la zone euro (à travers le FESF) empruntent pour aider un État membre défaillant de la zone euro, en l'occurrence l'Irlande. Ces emprunts concrétisent la volonté politique des gouvernements de la zone euro de mettre en place un mécanisme ambitieux de soutien aux économies les plus fragilisées (ce dispositif sera d'ailleurs pérennisé à partir de 2013 à travers la révision des traités européens).

Ces émissions obligataires passent toutefois inaperçues au-delà des marchés financiers. Elles pourraient pourtant constituer une formidable opportunité de mobiliser les citoyens européens autour de la défense de leur monnaie. De récents sondages ont illustré l'attachement des opinions

Point de vue



Par **STÉPHANE COSSÉ ET ROBERT ROCHEFORT (*)**

européennes à la monnaie unique. Pourquoi alors ne pas avoir proposé que les banques vendent directement à leurs guichets ces obligations à tous les citoyens qui voudraient librement y souscrire ? Conséquence à la fois du processus de désintermédiation et de dématérialisation, il n'y a quasiment plus de lien entre le citoyen et la souscription à l'emprunt public. Les souscriptions sont réservées aux investisseurs financiers. Nombre de citoyens détiennent pourtant, sans le savoir, des obligations souveraines de leur propre pays et des pays voisins à travers les assurances-vie et OPCVM. Sait-on par exemple que, via les investisseurs financiers, sur les 74 % des titres de la dette publique allemande détenus par des non-résidents, près de 25 % le sont par des résidents en France, Italie et Benelux ? De même, l'Allemagne détient 13 % des titres de la dette publique espagnole et la France près de 19 % de celle des Pays-Bas.

À un moment où l'Europe est souveni décriée pour son approche trop « technocratique », proposer aux citoyens de souscrire directement à des obligations souveraines européennes constituerait une initiative significative. Le sentiment d'appartenir à une véritable com-

munauté de destin solidaire et non plus à une simple zone économique de libre-échange dotée d'une monnaie commune s'en trouverait naturellement renforcé. Dans un contexte certes différent, Georges Clemenceau ne disait-il pas, en 1915, que le succès d'un emprunt est « la suprême attestation de la confiance que la France se doit à elle-même » ? Notons en outre que, lors des souscriptions ces dernières semaines, le MESF et le FESF ont émis à un taux supérieur au taux d'émission en Allemagne (entre 0,2 et 0,5 % d'intérêt). Pourquoi ne pas faire directement profiter les épargnants européens de cette prime ? En 2011, près de 35 milliards d'euros seront levés par le MESF et le FESF et, à terme, 440 milliards d'euros pourraient être mobilisés. Il n'est pas innocent que les gouvernements chinois et japonais aient annoncé leur intention de souscrire à ces emprunts (l'Asie a obtenu 38 % des titres lors de l'émission du FESF le 25 janvier), ce qui d'ailleurs en inquiète légitimement certains. Ouvrons dans ce contexte la souscription prioritairement à tous les épargnants qui souhaitent exprimer ainsi leur confiance en l'euro.

Enfin, cette démarche sensibiliserait les opinions à d'autres

De récents sondages ont illustré l'attachement des opinions européennes à la monnaie unique.

projets d'emprunts communs ambitieux. Comme celui de la Commission d'émettre des « project bonds », c'est-à-dire des emprunts pour financer des projets d'infrastructures ou énergétiques européens. Ou encore la mise en place d'un marché obligataire commun à travers les eurobonds. Il appartiendra alors à une Agence européenne du Trésor d'émettre pour le compte des États de la zone euro des obligations en commun. Soutenu notamment par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ce projet fait malheureusement l'objet d'une opposition des gouvernements français et allemand. C'est pourtant une avancée tellement logique dans l'histoire de la convergence économique de l'Europe que cela finira par se mettre en place.

(*) Respectivement membre du comité d'orientation d'Europa-Nova et député européen.

Trois propositions concrètes pour l'avenir de la zone euro

Les chefs d'Etat ont agi le 21 juillet en pompier mais la zone euro a besoin d'une architecture plus solide.

Le Monde.fr | 25.07.2011 à 09h16 • Mis à jour le 25.07.2011 à 11h30 | Par Stéphane Cossé est membre du comité d'orientation d'EuropaNova et Robert Rochefort (député européen, vice-président du Modem)

Les chefs d'Etat ont agi le 21 juillet en pompier. Ils ont éteint l'incendie avant qu'il ne s'embrace sur toute la zone euro. Il faut s'en féliciter. Mais la zone euro a besoin d'une architecture plus solide, car d'autres étincelles viendront fragiliser l'édifice. Des initiatives simples et structurantes peuvent être mises en œuvre rapidement. Pour être lisible de tous, il faut envisager une architecture à trois étages :

Le premier étage est le fonds de secours, celui qui permet de faire face aux crises. Celui-là vient d'être renforcé. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui vient de voir ses moyens d'action élargis est l'esquisse d'un Fonds monétaire européen. Il a les mêmes objectifs que le Fonds monétaire international. Les Etats membres de ce Fonds mettent en commun des ressources financières pour faire face à l'urgence. Les prêts sont conditionnés à la mise en œuvre d'un programme de redressement des finances publiques et de réformes structurelles.

Il faut se réjouir à ce titre que les gouvernements de la zone euro aient enfin accepté de réduire le taux de ces prêts à leur strict minimum, sans prendre de commissions (qui n'avaient aucun sens) sur le dos des gouvernements grecs, irlandais et portugais. Avec les décisions prises par les chefs d'Etat le 21 juillet, l'outil est maintenant pérenne et solide, même s'il est encore perfectible.

Les chefs d'Etat, en revanche, n'ont pas fait d'avancée sur la mise en place d'autres outils qui structurent la zone euro. Le deuxième étage, en effet, serait **la mise en commun de capacités d'emprunt des Etats de la zone euro**. Cet étage, qui verrait la constitution d'une Agence européenne de la dette (AED), s'inscrit dans un objectif complètement différent du premier. Le FESF emprunte lorsque l'urgence le requiert pour venir en secours à un Etat. L'AED a, elle, pour objectif d'emprunter pour faire face aux besoins courants d'emprunt des Etats.

L'intérêt d'une agence commune de la dette est avant tout de faire baisser les taux d'intérêt sur tous les emprunts souverains, quel que soit la situation des finances publiques des Etats. C'est l'un des avantages d'avoir une monnaie en commun. Pourquoi s'en passer ? Les emprunts de l'AED doivent être bien entendu plafonnés pour éviter que les Etats se sentent capables d'emprunter autant qu'ils le souhaitent.

Pour avancer rapidement dans la mise en place de cette AED, il serait possible de commencer seulement par les emprunts à court terme des Etats, qui constituent en quelque sorte leurs fonds de roulement. Sait-on, par exemple, que la Grèce emprunte toujours à 3 mois à 4 %, soit un taux trois fois plus élevé que la moyenne de la zone euro ? Lancer des "bons du Trésor" européens à moins d'un an, avec l'assistance technique de la Banque centrale européenne, serait chose facile et ne requerrait pas une lourde machine. Ces bons pourraient même être ouverts à la souscription pour tous les citoyens européens qui souhaitent investir dans un placement financier à court terme.

Le troisième étage est **la mise en commun de capacités de financement de l'Europe**. Il s'agit de remplir un autre objectif, celui de renforcer l'intégration économique au sein de la zone euro. Rappelons un chiffre simple : l'Allemagne exporte 40 % de ses produits au sein de la zone euro. Ainsi, plus la Grèce se porte mieux, à travers des projets communs, plus elle est intégrée, plus les exportations allemandes seront performantes. Pour cela, nul besoin de créer de nouvelles institutions, mais plutôt de renforcer les missions de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement. Il suffit d'autoriser la Commission à emprunter pour financer des projets communs, par exemple en matière d'infrastructures européennes. La Commission a proposé à cet effet proposé d'émettre des "project bonds". Il n'appartient maintenant qu'aux gouvernements d'aller de l'avant. La Commission pourrait faire appel également à l'appui technique de la Banque européenne d'investissement qui finance des projets d'infrastructures Etat par Etat (mais non au niveau européen).

Enfin, pour mener à bien ces initiatives, il faut un chef d'orchestre, un ministre des finances européen, en charge de veiller à la cohérence des orientations budgétaires des Etats, d'évaluer leurs

08/08/2017

Trois propositions concrètes pour l'avenir de la zone euro

besoins financiers, de **superviser** l'émission des bons du Trésor européen, et d'**incarner** au niveau **politique** l'unité de la zone euro.

Au total, le pire a été évité le 21 juillet, mais la maison est encore à **construire**. Quelques mesures simples, compréhensibles par tous, devraient **servir** dès que possible au moins d'échafaudage à cette construction commune et nécessaire.

|

Stéphane Cossé est maître de conférences à **Sciences -Po**.

Adoptons une "règle d'or" européenne !

Chaque Etat doit intégrer une règle d'or dans sa Constitution, expliquent Stéphane Cossé, membre du Comité d'orientation d'Europa Nova, Robert Rochefort, eurodéputé et vice-président du MoDem et Vincent Chauvet, économiste.

LE MONDE | 30.07.2011 à 14h31 • Mis à jour le 01.08.2011 à 09h17 | Par Stéphane Cossé, Robert Rochefort et Vincent Chauvet

Nicolas Sarkozy vient de **transmettre** une lettre aux parlementaires français pour les **sensibiliser** à l'importance du redressement des **finances** publiques en **France** dans le **contexte** de la mise en place d'une **gouvernance** économique européenne renforcée. Il estime à ce **titre** qu'il est d'autant plus important de **rendre** constitutionnelle une règle d'or pour **limiter** les déficits publics.

Seulement nombre d'analystes en conviennent : la règle d'or adoptée par la majorité gouvernementale et proposée au Congrès est excessivement complexe. Le texte constitutionnel renvoie en effet à une loi organique, qui doit elle-même **organiser** des lois-cadres, qui doivent enfin **encadrer** des lois de finances ! Or il est essentiel qu'une règle d'or soit facile à **comprendre**. Elle doit **être** pédagogique pour **pouvoir mobiliser** tous les citoyens qui doivent être capables d'en **évaluer** sa mise en oeuvre au-delà d'une inscription constitutionnelle.

Il ne fait pas de doute que la France, après trente ans de déficits cumulés, a perdu l'essentiel de sa crédibilité en matière de capacité à **redresser** ses finances publiques. Un engagement de la nation à travers la Constitution constituerait un signe fort vis-à-vis de nos voisins européens. Mais le président de la République serait mieux inspiré de **proposer d'adopter** une règle d'or simple et lisible. Elle devrait être aussi pleinement cohérente et en phase avec la nouvelle gouvernance européenne à laquelle il appelle de ses vœux.

En outre, plutôt que de se **centrer** sur le déficit budgétaire, la règle d'or pourrait **porter** sur le niveau d'endettement des Etats, qui résulte de l'accumulation des déficits tout en prenant en compte également le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB). L'endettement des Etats est aussi au coeur des préoccupations des opinions publiques européennes.

Pourquoi dans ce contexte ne pas proposer d'**inscrire** dans la Constitution la règle-clé actuellement en discussion dans le cadre du renforcement de la procédure européenne pour déficit excessif au niveau de la zone euro ? Cette règle stipule que chaque budget national doit **prévoir** une réduction de l'endettement annuel d'au minimum 5 % de la partie dépassant les 60 % du PIB.

Gouvernance économique

Ainsi, pour un Etat comme la France dont la dette représente plus de 80 % du PIB, l'effort consisterait à **réduire** la dette d'au moins 1 point de PIB par an, jusqu'à **revenir** progressivement au niveau plus soutenable des 60 %. Il s'agirait là d'un effort minimal, mais intangible en conjoncture normale, assorti obligatoirement d'un échéancier indiquant la trajectoire budgétaire pour **atteindre** les 60 %.

Il faudrait donc inscrire dans la Constitution l'obligation que les lois de **programmation** des finances publiques incluent une trajectoire de réduction annuelle de la dette d'au minimum 5 % de la partie dépassant les 60 % du PIB, ainsi qu'un échéancier clair d'atteinte de cet objectif. Le respect de cette règle d'or serait évalué par la Commission européenne dans le cadre des procédures de surveillance budgétaire communes à l'ensemble de la zone euro.

Sur le fondement de cet avis, le Conseil constitutionnel, qui n'est pas en mesure d'**analyser** techniquement un **projet** de budget national, conserverait, en dernier lieu, le pouvoir de **censurer** une loi de programmation pour **faire respecter** la règle d'or. La Cour des comptes garantirait pour sa part la sincérité des comptes transmis à Bruxelles via sa procédure de certification.

En cas de circonstances économiques exceptionnelles, le Conseil constitutionnel pourrait **constater** l'impossibilité temporaire de respecter la règle d'or, mais sur la seule base de l'avis qu'aura pu **établir** la Commission Européenne et après accord à la majorité qualifiée des gouvernements de la zone euro.

Tout en s'engageant après consultation avec les partis politiques à la faire adopter rapidement dans sa propre constitution, la France pourrait proposer que les Etats membres de la zone euro intègrent cette règle d'or commune dans leurs Constitutions respectives. Chaque loi fondamentale

08/08/2017

Adoptons une "règle d'or" européenne !

contiendrait ainsi un engagement solidaire prévenant à l'avenir un endettement excessif, rassurant notamment les opinions publiques.

L'adoption de cette règle viendrait bien entendu renforcer d'autant plus la solidité de l'euro et l'intégration de la zone. Cette initiative serait ainsi une mesure-clé de l'indispensable nouvelle gouvernance économique européenne, sur laquelle la France et l'Allemagne se sont engagées à faire des propositions.

Stéphane Cossé, membre du Comité d'orientation d'Europa Nova ;

Robert Rochefort, eurodéputé et vice-président du MoDem ;

Vincent Chauvet, économiste.

L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?

L'Obs 16 septembre 2011

Le remède de la crise économique européenne passe par l'abandon partiel de la souveraineté budgétaire des Etats membres de l'UE, estime l'économiste Jean-François Jamet.

Evoquée par François Mitterrand dans les années 90, la proposition a été reprise par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel cet été dans une version très minimaliste.

Pourtant cette nouvelle étape vers le fédéralisme pourrait bien sauver l'Europe. En effet, la création d'un gouvernement économique à l'échelle de l'Union semble être la condition nécessaire à la mise en place des mécanismes susceptibles d'enrayer la crise européenne. Les explications de Jean-François Jamet, auteur de "L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?".

Pourquoi faut-il un gouvernement économique européen ?

- Pour avoir une politique européenne qui soit à la fois lisible et réactive, ce qui est d'autant plus nécessaire en temps de crise.

Quelles seraient les missions de ce gouvernement ?

- Il serait en charge du budget européen mais aussi des orientations budgétaires des Etats membres. Les budgets nationaux seraient adoptés avec l'accord des parlements nationaux mais aussi de ce gouvernement européen.

Comment le mettre en place politiquement ?

- Il faudrait organiser la fusion du poste de président du Conseil européen (actuellement Herman Van Rompuy) et celui du président de la Commission européenne (actuellement José Manuel Barroso). Comme le président de la Commission aujourd'hui, ce président serait élu par le Parlement européen, ce qui lui donnerait une légitimité démocratique.

Par ailleurs, il y aurait une fusion du poste de Commissaire aux affaires économiques (actuellement Olli Rehn) avec celui du président du Conseil Ecofin, (tournant pour l'Union européenne, Jean-Claude Juncker pour l'eurogroupe).

Enfin, pour s'assurer de la légitimité démocratique de l'action de ce gouvernement, le parlement européen serait associé à l'examen des budgets nationaux. Cela permettrait ainsi à l'Allemagne, par exemple, de dire que le budget grec ne lui convient pas.

Que ferait un tel gouvernement dans la crise actuelle ?

- Tout d'abord il pourrait accepter le défaut grec. Aujourd'hui le plan de restructuration de la dette grecque propose de l'alléger de 15% environ, alors que le marché semble en

demander au moins 50%. Le risque est évidemment la contagion de cette restructuration qui pourrait semer la panique dans toute l'Europe. Un gouvernement économique européen permettrait de légitimer l'ensemble des mécanismes qui permettraient d'accompagner le défaut d'un pays.

Quels sont ces mécanismes ?

- Premièrement une recapitalisation coordonnée des banques exposées aux pertes sur la Grèce ou un autre pays.

Deuxièmement, ce gouvernement légitimerait la création d'un système d'eurobonds, qui ne sont concevables que si l'on accepte l'abandon partiel de la souveraineté budgétaire des Etats membres. Les Allemands ne sont pas prêts à payer plus chers leurs taux d'intérêts. Mais de même que les Etats-Unis ont de faibles taux parce qu'ils émettent beaucoup d'obligations, les eurobonds permettraient une économie du fait du changement d'échelle. Le gain obtenu serait à répartir en fonction de la bonne gestion des Etats membres.

Les Allemands pourraient ainsi conserver des taux bas grâce à un système de bonus-malus incitatif, qui récompenserait les états vertueux du point de vue de leurs finances publiques. Cela est possible s'il y a un contrôle des budgets nationaux par un gouvernement économique.

La rigueur budgétaire ne suffit pas à rétablir les finances grecques. Comment créer la croissance nécessaire ?

- Il faut mettre en place un Plan Marshall européen à travers la création d'un nouvel outil, les "project bonds" qui permettraient des investissements dans les pays en difficulté. C'est ce qui a le plus manqué depuis le déclenchement de la crise : entre 2007 et 2010, on enregistre une chute de 61% des investissements en Irlande, de 30% en Espagne et de 50% en Lettonie. Sur l'ensemble de la zone euro, cette chute est de 13%, alors que l'Allemagne enregistre une hausse.

Pour remédier à cette inégalité de potentiel de croissance, il faut des investissements avec des taux d'intérêts faibles.

On dit ainsi à la Grèce : "Faites des efforts dans vos finances publiques. En échange, vous avez accès à des emprunts aux taux d'intérêts décents grâce aux eurobonds et à des investissements qui permet de relancer votre croissance".

Comme les Etats membre vont demander un suivi de ces investissements, là aussi un contrôle est nécessaire.

Quelle chance à l'Europe de se tourner vers le fédéralisme que vous décrivez ?

- Ce scénario est de plus en plus évoqué. Pour l'instant de manière contrainte et forcée. Il n'y a pas encore de consensus. Cette indécision participe d'ailleurs largement à l'incertitude des marchés financiers et explique en partie leur volatilité.

Cependant la crise pousse les Etats réticents à envisager ces solutions. Il faut encore convaincre la Finlande, les Pays-Bas et l'Allemagne. Etonnamment, les Etats-Unis et le Royaume-Uni soutiennent ce fédéralisme.

Et la France ?

- Les Français sont les promoteurs du fédéralisme, mais dans leurs actes ils encouragent les prises de décisions entre Etats. Ils ont du mal à abandonner leur souveraineté.

Et si le fédéralisme ne se fait pas ?

- Dans ce cas on ne peut pas exclure un éclatement de la zone euro.

Interview de Jean-François Jamet par Donald Hebert - Le Nouvel Observateur*

(Le 14 septembre 2011)

Publié le 26 Septembre 2011

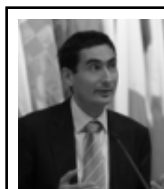
L'union fait la force

Crise économique : un détonateur pour une Europe plus fédérale ?



Comment les dirigeants politiques appréhendent-ils les risques d'éclatement de l'Europe ?

La crise grecque risque de se propager à d'autres pays européens. Une Europe plus fédérale peut-elle empêcher cet effet domino ?



Avec [Guillaume Klossa](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Comment les dirigeants politiques appréhendent-ils les risques d'éclatement de l'Europe ?

Guillaume Klossa : Les dirigeants européens des principaux partis politiques sont rentrés dans une démarche de raison, où ils se sont rendu compte de la nécessité d'une solidarité européenne sans faille pour éviter un risque systémique. **En effet, commencer à faire sortir un Etat de l'Euro a des conséquences que personne n'est capable d'évaluer ni de mesurer, sans que cela offre pour autant d'avantages...** C'est ce débat qui a commencé début septembre en Allemagne où l'ensemble des leaders historiques de la CDU et du SPD ont successivement pris des positions fortes pour une solidarité sans réserve. La chancelière Angela Merkel a d'ailleurs été sans ambiguïté sur ce sujet après le dérapage de son ministre de l'Economie qui avait laissé entendre la possibilité de la sortie de la Grèce de l'euro.

Un éclatement de la zone euro avec plusieurs pays revenant à leur monnaie nationale serait la fin de l'esprit européen. **La fin de l'Euro, c'est la fin du marché unique, la fin de la Banque centrale européenne, la fin de**

l'intégration européenne et du rêve d'une puissance européenne globale.

Soyons conscients que l'Euro est la seule réalisation concrète fédérale, au sens américain du terme. C'est le symbole le plus identifiable de la construction européenne sur le vieux continent comme dans le reste du monde. Globalement, l'Euro marche, c'est la deuxième monnaie de réserve du monde. C'est une monnaie recherchée - dans une compétition globale pour attirer les capitaux, c'est un atout majeur - même si cet atout serait renforcé par l'existence d'un marché européen de la dette et d'obligations européennes. Derrière l'Euro, il y a la Banque centrale européenne, la seule institution fédérale européenne puissante mais aussi une des institutions bancaires publiques les plus respectées et influentes du monde.

La Banque centrale européenne joue d'ailleurs un rôle majeur dans la régulation des crises financières et monétaires internationales depuis 2008. Sans la BCE, la gestion de crise réalisée par la présidence française de l'Union européenne aurait été beaucoup plus difficile voire impossible. La BCE a d'ailleurs joué un rôle inattendu de conseil auprès de la FED, la Banque centrale américaine, au moment le plus intense de la crise, mi-septembre 2008 lors de la faillite de Lehman Brothers. Cela a contribué à faire de l'Europe un acteur central dans la gestion de crise mondiale. **La fin de l'Euro marquerait donc aussi la fin de la capacité des Européens à agir sur les règles du jeu monétaire international, à un moment où les Américains et les Chinois utilisent leur monnaie comme un levier de puissance et de négociation.**

L'Euro a eu d'autres avantages que l'on oublie : il a mis fin au cercle vicieux des dévaluations compétitives en chaîne que nous avons connues au début des années 1990 où pour retrouver sa compétitivité, un Etat dévaluait sa monnaie, poussant ses voisins pénalisés à faire de même, neutralisant une partie du bénéfice attendu et créant de l'incertitude pour l'ensemble des acteurs économiques.

La crise actuelle n'est-elle pas avant tout une crise politique nationale et européenne, qui traduit une crise de gouvernance européenne ?

Il y a une crise de la politique nationale dans la mesure où les politiques nationales n'ont pas les clefs du problème même s'ils peuvent apporter des éléments de réponse. **Il y a une crise politique européenne dans la mesure où l'Union européenne, qui a la bonne taille pour apporter des solutions, n'a pas les institutions, la capacité de décision et l'agilité pour apporter des réponses satisfaisantes.** Ainsi, sur des sujets où les interdépendances entre Etats sont immenses, les Etats ne sont pas en mesure d'apporter seuls des solutions et la concertation des chefs d'Etat ne suffit plus. Nous savons depuis le débat de Maastricht que la zone euro, n'étant pas ce que l'on appelle une zone monétaire optimale, doit dès lors qu'elle se dote d'une monnaie unique mettre en place des mécanismes de solidarité, de convergence, et de coordination en matière économique, budgétaire, fiscal et social.

La crise de la dette grecque et le débat sur la sortie de ce pays de l'Euro posent ainsi la question d'un gouvernement économique européen pour la zone euro. Ce gouvernement économique, si nous le mettons en place, devra être un gouvernement avec une dimension fédérale et des ressources propres. Cela amène à se poser la question d'un nouveau transfert de souveraineté qui n'est acceptable que s'il s'accompagne d'un contrôle démocratique accru associant à la fois des parlementaires européens des pays de la zone euro et des représentants des commissions pertinentes des Parlements nationaux.

La construction européenne est restée, sauf sur la dimension monétaire, largement inter-étatique. L'organe suprême de l'Union européenne, c'est le Conseil européen qui comprend les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce n'est pas un organe fédéral, c'est un collectif d'Etats-nations. Ils demeurent les décideurs finaux dans ce système. La question que pose le nouveau transfert de souveraineté en matière budgétaire, économique, fiscale et sociale, c'est le passage d'une Europe des Etats qui n'est pas suffisamment efficace et qui est trop réactive, à un mode de fonctionnement plus fédéral mais qui devra continuer à associer les Etats.

Il faut un pilote dans l'avion qui ait une véritable capacité d'anticipation, de décision et d'engagement visant à gérer et mieux prévenir les crises mais aussi un pouvoir de contrôle. Le système actuel qui est essentiellement réactif ne permet pas tout ceci. Concrètement, cela veut dire un renforcement des pouvoirs de Van Rompuy mais aussi la création d'un poste de ministre de l'Economie et des Finances européen dont il faudra

définir avec soin les compétences. Ce ministre devra être également vice-président de la Commission européenne en charge des portefeuilles économiques, monétaires, budgétaires et fiscaux. Cela veut dire une refonte de l'organisation de la Commission européenne.

Mais encore faut-il savoir pourquoi l'on veut un gouvernement économique ? quels doivent être ses objectifs, ses principes ? Dans quelle perspective démocratique, économique et sociale s'inscrit-il ? Les réponses n'ont rien d'évident et cela mérite un vrai débat public comme il s'est enclenché en Allemagne.

Quelles seraient les conséquences d'un abandon de l'Euro sur la politique intérieure des pays européens ?

C'est une perspective à laquelle je ne crois pas. Mais le pire est toujours possible. L'abandon de l'Euro, et donc de l'esprit européen, laisserait les portes grandes ouvertes au reflux nationaliste ou populiste dans les grands partis de gouvernement où la tentation, sous la pression des extrêmes, est souvent forte et l'engagement européen parfois faible. Surtout **cela donnerait raison aux partis extrémistes de droite comme de gauche.**

Avec la crise avons-nous raté un tournant fédéral ?

Non, au contraire, l'accélération de la crise est l'opportunité d'un tournant. Mais attention à ne pas faire de dogmatisme avec le fédéralisme. Le terme renvoie à des réalités très différentes. **Ce qui est certain, c'est que la crise ouvre aujourd'hui un débat sur une intégration économique, fiscale, sociale accrue.** Il faut que ce débat soit mené à la fois de manière démocratique mais aussi dans une perspective de gouvernance mondiale. **Si les Européens inventent un modèle fédéral adapté à leur histoire et leur culture, ils deviendront à nouveau le laboratoire concret d'une gouvernance mondiale et redeviendront une source d'inspiration pour le reste du monde.** C'est un enjeu de civilisation. Il s'agit de prouver que l'on peut penser simultanément intérêt national, intérêt européen et intérêt global.

Aurait-on pu éviter cette crise avec une Europe fédérale ?

Des mécanismes fédéraux n'auraient sans doute pas évité la crise financière que nous vivons. C'est une crise plus profonde qui traduit des perspectives de croissance moindre de l'Europe en raison à la fois d'un vieillissement mal préparé de la population européenne et d'un défaut relatif d'innovation (par rapport notamment aux grands émergents qui ont des perspectives de croissance forte dans la durée, ce qui est normal dans la mesure où ils sont dans une phase de rattrapage accélérée).

En revanche, une vraie solidarité européenne et des mécanismes de décision plus rapides et crédibles auraient évité un risque de propagation de la crise grecque. Quand la Californie fait faillite, l'ensemble des Etats fédérés n'est pas menacé par une crise systémique et les spéculateurs ne s'attaquent pas au dollar. Nous payons le coût de l'absence de mécanismes de solidarité forts, simples et crédibles. Nous payons aussi le coût d'une absence de régulation financière et bancaire véritablement européenne et cohérente alors que nous ne manquons pas de régulateurs !

On parle de plus en plus de l'organisation d'une Conférence inter-gouvernementale (CIG) à court terme. Celle-ci peut-elle aboutir à une Europe

fédérale ?

La CIG - qui pourrait être décidée lors du prochain Conseil européen -, peut très bien déboucher sur un noyau dur quasi-fédéral, en tout cas la création d'un gouvernement économique pour la zone euro avec un vrai patron, une coordination économique et une capacité de sanction. Mais cela ne pourra fonctionner sur la durée que si d'une part on invente de nouvelles modalités de contrôle démocratique et que la dimension sociale est prise en compte.

Je suis personnellement convaincu qu'il faut un gouvernement socio-économique avec une ambition claire : promouvoir des emplois de qualité et une croissance forte bien répartie sur l'ensemble de la zone euro. Il ne devra pas se contenter de prévenir ou gérer les crises et coordonner des politiques économiques conjoncturelles. **Il devra donc avoir une stratégie offensive de production, d'innovation et donc d'investissement pour la zone euro.**

«Les Italiens peuvent dire merci aux agences de notation»

Par Guillaume Errard Mis à jour le 05/10/2011 à 16:31 Publié le 21/09/2011 à 08:41

INTERVIEW - Pour Jean-François Jamet *, enseignant à Sciences Po et spécialiste de l'Italie, le pays ne pourra mettre en application ses réformes structurelles qu'avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement et le départ de Silvio Berlusconi.

Lefigaro.fr - L'Italie peut-elle faire défaut ?

Jean-François Jamet - Personne ne le sait. C'est le flou le plus total tant au niveau politique que sur un plan économique. Cela dépendra des prochaines semaines. Aujourd'hui, les investisseurs doutent de la crédibilité du gouvernement italien et notamment de Silvio Berlusconi, empêtré dans des scandales sur sa vie privée. Ils ne croient pas à sa capacité à trouver un consensus à court terme et à mettre en place des réformes structurelles pour mettre fin à dix années de stagnation. L'Italie se trouve dans la situation d'un pays dont la situation financière est très dépendante de la psychologie des marchés financiers : son déficit public varie en fonction des taux d'intérêt à payer sur sa dette.

Que se passera-t-il si l'Italie ne fait pas ses réformes structurelles ?

La dette italienne deviendra à terme insoutenable. Le risque d'une panique ne saurait alors être exclu. On verrait alors les taux d'intérêt vont s'envoler, les investisseurs se retirer massivement et le défaut deviendrait alors un scénario probable. Néanmoins, contrairement à la Grèce, ce risque est moins élevé. Tout d'abord, le pays a juste à rembourser les intérêts sur la dette publique. Ensuite, l'Italie affiche un excédent primaire, c'est-à-dire qu'elle génère un surplus budgétaire, hors paiement des intérêts sur sa dette publique. Et donc si l'Italie retrouve la confiance des marchés financiers - autrement dit si les taux d'intérêt ne se retrouvent pas à des niveaux élevés (au-dessus de 6% pour les obligations à 10 ans) - elle ne devrait pas avoir de difficultés à stabiliser sa dette publique. Enfin, à l'inverse de l'Espagne et de l'Irlande, l'Italie n'a pas de problème de dette privée. Seulement la population italienne acceptera-t-elle une augmentation des impôts ? L'Italie est capable de se réformer, elle l'a prouvé en 1992 et 1993. Mais elle en sera incapable si Silvio Berlusconi reste en poste. L'incapacité du gouvernement à conduire des réformes structurelles permettant de relancer la croissance, ajoutée aux frasques d'«Il Cavaliere», a fini d'exaspérer les Italiens. Comme en Espagne, des élections anticipées doivent être organisées. D'ici à ces élections, un nouveau gouvernement doit être mis en place : soit un gouvernement d'union nationale, soit un gouvernement technique, incluant des bureaucrates. Cela avait été le cas en 1993, un an après le début de la crise en Italie : le gouverneur de la Banque centrale italienne, sans étiquette politique, fut alors élu président du Conseil et nomma parmi ses ministres plusieurs hauts fonctionnaires. Le choix d'un gouvernement technique serait néanmoins le signe que les politiques ont perdu la main et ne se sont pas montrés à la hauteur des enjeux.

Finalement, n'est-ce pas un mal pour un bien que la note de l'Italie ait été dégradée ?

Paradoxalement, l'Italie peut sans doute dire merci à Standard & Poor's et à Moody's. La dégradation de la note italienne a le mérite de mettre au cœur du débat l'absence de crédibilité de Silvio Berlusconi et d'accentuer la pression en faveur de son départ. S'il est regrettable que les agences de notation interfèrent ainsi dans le jeu démocratique, la pression politique n'a cessé de monter ces derniers mois avec les succès électoraux de l'opposition et les critiques de la Cofindustria (Medef italien) et même de sa propre majorité. On peut aussi regretter que les agences de notation et les États européens aient attendus les situations de crise pour tirer la sonnette d'alarme sur des problèmes structurels qui existent depuis de nombreuses années.

L'Europe peut-elle soutenir durablement l'Italie ?

Elle le fait déjà au travers des interventions de la Banque centrale européenne pour calmer la spéculation sur la dette italienne. Une fois que les États membres de la zone euro auront tous ratifié l'accord trouvé en juillet, le Fonds européen de stabilité financière pourra prendre le relais. Néanmoins, ce soutien apporté à l'Italie par ses partenaires européens permet seulement de gagner du temps. Seules les réformes et le retour de la croissance permettront à l'Italie de sortir du piège de la dette hérité du clientélisme et de la corruption qui avaient triomphé au cours des années 1970 et 1980.

* auteur de l'ouvrage *L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?* (La documentation française, à paraître le 10 octobre 2011)

Fédéralisme européen: il faut un débat



Article de Jean-François Jamet, porte-parole d'EuropaNova et Thierry Chopin, directeur des études à la Fondation Robert Schuman, publié dans la Tribune, le vendredi 28 octobre 2011

La crise pousse à la mise en place de mécanismes fédéraux. Mais cette intégration est marquée par un déficit démocratique, estiment de nombreux citoyens. Il faut que l'UE dispose d'instruments régaliens.

La crise actuelle met en évidence l'état inachevé de la construction européenne et plus singulièrement de la zone euro : ses États membres sont au milieu du gué, ayant quitté les rives des politiques monétaires et des marchés nationaux sans pour autant rejoindre l'autre rive, celle de l'intégration budgétaire et d'une voix commune incarnée dans un leadership politique clair disposant d'une légitimité démocratique forte. Or, que constate-t-on?

D'un côté, par une sorte de ruse de l'histoire, la crise actuelle est en train de pousser à une fédéralisation croissante de la politique économique européenne. Le Fonds de stabilité financière n'est rien d'autre qu'un mécanisme par lequel certains États empruntent sur les marchés pour le compte d'autres États en difficulté, instaurant ainsi un partage des risques au sein de la zone euro. Les conditions rigoureuses qui y sont associées limitent de facto la souveraineté des États bénéficiant des plans d'assistance. En outre, la crise a renforcé le rôle d'une institution de nature fédérale, la BCE, dont seul le rôle de prêteur en dernier ressort semble de nature à rassurer les marchés. Enfin, les États membres, sous la pression de la crise, ont posé les bases d'une supervision macroéconomique et financière élargie.

Pourtant, si nécessaires soient-ils, ces éléments ne paraissent pas suffisants pour restaurer la confiance. Pire, de nombreux citoyens - mais aussi la Cour constitutionnelle allemande - estiment que cette intégration est marquée par un déficit démocratique. C'est d'ailleurs ce déficit qui alimente aujourd'hui la défiance à la fois contre les politiques d'austérité (imposées de « l'extérieur » aux États fragilisés par la crise) et les politiques de solidarité (dont les citoyens des États

sollicités pour leur aide craignent qu'elles ne créent des effets d'aubaine et incitent au laxisme des « autres » États). Or cette méfiance réciproque

EUROPANOVA

empêche de faire face efficacement au risque systémique. L'Europe est prise au piège de la simultanéité des divergences et des interdépendances.

La crise a suscité une réflexion - indispensable - autour de la réforme de la gouvernance économique de l'Union. Mais la proposition d'un « gouvernement économique », débat relancé par Angela Merkel, est beaucoup moins consensuelle alors qu'elle pose le vrai problème : le besoin de clarification, de simplification et de légitimation de la politique économique européenne. Ce débat révèle en réalité des lignes de fracture que tout décideur doit garder à l'esprit s'il veut engager et porter le débat sur des bases réalistes et bâtir du solide. Gouvernement est synonyme de politisation et d'interventionnisme en France, renvoie au souhait de règles mises en oeuvre de façon indépendante en Allemagne et fait surgir le spectre de menaces sur les libertés au Royaume-Uni ou en Europe centrale. Or, s'ils ne parviennent pas à s'accorder sur une conception commune du système politique et économique de l'Union, c'est-à-dire en réalité du fédéralisme, les États membres ne pourront s'entendre sur un gouvernement commun. Que faire, alors ?

Fondamentalement, le fédéralisme suppose la définition claire des missions des différents niveaux de gouvernement. Or cette exigence est problématique dans les affaires européennes : l'Union n'est pas un État et les compétences respectives des États et des autres échelons administratifs font l'objet de conflits de répartition. En outre, s'il est un domaine où les traditions fédérales s'accordent pour donner un rôle clé au « gouvernement central », ce sont les missions régaliennes (décision budgétaire, politique étrangère, défense, immigration, police, protection de la sécurité et de la santé, indépendance énergétique). Or, l'UE s'est construite dans le refus de confier à l'Union les missions régaliennes (dès 1954, la France refuse la constitution d'une défense européenne) en raison de la protection par les États de leur souveraineté. L'Union s'est dès lors consacrée à des missions de redistribution (PAC, politique de cohésion) qui génèrent des conflits d'appropriation. Or dans le monde globalisé, il semblerait logique que l'UE dispose d'instruments régaliens. Cela suppose néanmoins une réforme fondamentale des institutions européennes dans le sens d'un renforcement du rôle des Parlements (nationaux et européens), c'est-à-dire de la légitimité démocratique des décisions européennes et de la clarification des responsabilités entre les institutions européennes. C'est en réalité la condition d'une gestion légitime des biens communs européens. Autrement dit, c'est la condition de la naissance d'un fédéralisme européen et du sentiment d'identité correspondant. Les Européens sont-ils prêts à animer ce débat ? C'est aux responsables politiques européens et nationaux et, au-delà, à tous les acteurs qui le souhaitent de relever un tel défi, dont la difficulté et la portée s'apparentent à celui qu'ont eu à affronter les Pères fondateurs de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

(*) Auteur de « L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ? », La Documentation française, 2011.

Thierry Chopin, directeur des études à la Fondation Robert Schuman, et Jean-François Jamet(*), économiste-maître de conférences à Sciences po

Crise de la zone euro: peut-on se passer d'un gouvernement économique européen?



**Article de Jean-François Jamet, porte-parole d'EuropaNova,
publié dans le Nouvel Observateur +, le jeudi 3 novembre
2011**

LE PLUS. Après l'annonce d'un référendum en Grèce par Georges Papandréou afin que le peuple s'exprime sur le plan de sauvetage du pays, il devient évident que la zone euro souffre d'un manque de gouvernance. La création d'un parlement européen de la zone euro est indispensable selon l'économiste Jean-François Jamet.

La zone euro est confrontée à deux problèmes majeurs. Le premier a été révélé par la crise : les règles de gouvernance de la zone euro, au sens des formes de coordination qui avaient été mises en œuvre auparavant, et notamment les règles du pacte de stabilité, et plus généralement les mécanismes de supervision en matière économique et financière, étaient bien trop faibles puisqu'une crise qui venait de l'autre côté de l'Atlantique a plongé l'Europe à la fois dans la récession et dans une forte instabilité.

Deuxième faiblesse majeure, dans ce type de situation exceptionnelle, la zone euro est incapable de prendre des décisions rapides et qui l'engagent lors des différents sommets des chefs d'Etat et de gouvernement européens.

A chaque réunion, marchés et citoyens ne savent à quoi s'attendre - et sont réduits à espérer un compromis de la dernière heure négociés entre les diplomaties nationales. D'autre part, même lorsque des décisions sont prises au plus haut niveau

par les chefs d'Etat et de gouvernement, il n'est pas toujours sûr qu'elles soient mises en œuvre comme prévu initialement.

Il a fallu plusieurs mois pour que soient ratifiées, avec beaucoup de tension et de difficultés, les décisions du sommet du 21 juillet et on voit encore une surprise avec le référendum annoncé par la Grèce seulement quelques jours

EUROPANOVA

après le sommet du 27 octobre. **Un sommet qui avait pourtant permis des avancées assez substantielles.**

Les investisseurs et les citoyens ne savent plus à quoi s'en tenir dans un système politique où l'on a beaucoup de mal à prendre des décisions et où on ne sait pas si celles qui sont prises, si elles seront effectivement mises en œuvre.

Pour une meilleure légitimité démocratique

La "gouvernance" de l'Union européenne a été décrédibilisée par la crise et, la possibilité d'envisager un gouvernement économique pour la zone euro pose une question qui est là depuis un moment. Aujourd'hui, il s'agit de clarifier les mécanismes de décision et de renforcer, leur efficacité et leur légitimité populaire. On n'envisagerait pas en Europe un gouvernement qui ne dispose pas d'une légitimité démocratique incontestable.

Toute la question est donc celle du choix auquel fait face la zone euro actuellement : d'un côté, c'est la possibilité du repli sur soi, de nier les interdépendances en expliquant que, puisqu'il n'est possible de se mettre d'accord, il vaut mieux en revenir à un système de décision nationale, voire sortir de la monnaie unique. Une autre possibilité est de se dire qu'il faut renforcer les liens entre Etats, de façon à prendre en compte nos interdépendances, et prendre des décisions en commun, aller vers un système plus lisible, plus simple et plus légitime démocratiquement.

Il faudrait alors mettre en place un gouvernement économique européen, c'est ce que réclament à corps et à cris les investisseurs et les citoyens qui croient encore au projet européen. Mais les chefs d'état ont encore du mal à envisager un système où ils seraient moins aux commandes dans la mesure où les décisions ne seraient plus soumises au veto de chaque diplomatie nationale. Autrement dit, les leaders politiques nationaux hésitent à créer un leadership européen dont ils ont peur qu'il réduise leur pouvoir propre.

Il est difficile de penser qu'un repli national résoudrait la situation, il reste encore beaucoup d'interdépendances et les risques de contagion ne disparaîtraient pas pour autant. Les dirigeants ne semblent pas prêts à prendre en compte ce moment historique pour franchir un pas qui permettrait une véritable démocratie européenne avec un réel gouvernement économique indépendant des diplomaties nationales.

Le référendum mis en place en Grèce montre que les institutions européennes ne sont plus en mesure, dans leur fonctionnement actuel, de produire suffisamment de légitimité pour qu'on puisse engager l'ensemble des peuples européens derrière des décisions de ce type.

La décision de Georges Papandréou est celle d'un premier ministre qui fait face à une opinion hostile qui subit un plan d'austérité depuis longtemps et qui manifeste donc son désaccord. Le premier ministre grec est en fait contraint et forcé de céder à l'opinion publique.

Un parlement de la zone euro, plus qu'un repli national

EUROPANOVA

Ce référendum révèle le besoin de légitimation démocratique. La bonne réponse n'est pas de nier le besoin de légitimité démocratique, mais plutôt de trouver un moyen de renforcer ces politiques et cette légitimité au niveau européen. Dans notre livre "Europe : la dernière chance" (à paraître chez Armand Colin le 9 novembre). Nous proposons avec Guillaume Klossa de créer un parlement de la zone euro qui réunirait les parlementaires européens des pays concernés et qui seraient en mesure de se prononcer et de prendre des décisions soutenues par les citoyens.

Les dirigeants ne l'envisagent pas encore car ils sont toujours dans une logique inter-gouvernementale. Avec les élections qui se profilent, en Espagne, en France, en Italie et en Allemagne, une période de débat s'ouvre et il faut que pendant cette période électorale ce débat soit dans l'arène politique. En Allemagne, des Etats-Unis d'Europe sont déjà envisagés, le débat est moins avancé en France, mais les échanges pendant la campagne présidentielle devraient permettre de le relancer.

Le monde a changé. Auparavant les risques économiques et politiques étaient avant tout dans les pays émergents. Aujourd'hui il est en Europe et aux Etats-Unis et on va le payer très cher avec des taux d'intérêts plus élevés et un investissement qui décline très fortement entraînant ainsi une croissance plus faible. L'enjeu est énorme, il importe donc de changer de modèle politique pour ramener la confiance et donc davantage d'investissements.

Jean-François Jamet

La Grèce et la zone euro : deux scénarios

Publié le 03-11-11 à 19:30 Modifié le 04-11-11 à 11:04 par **Donald Hebert** [30 réactions](#)

Comment envisager une sortie du pays de la zone euro ? Quelles en seraient les conséquences ? Quels sont les réels défis de l'Europe ? Par Donald Hebert.



Georges Papandréou s'adresse au Parlement grec, le 3 novembre (LOUISA GOULIAMAKI / AFP)

Abandonné ou non, le référendum envisagé par le Premier ministre grec Georges Papandréou mardi 1er novembre a posé une nouvelle fois la question de la sortie de la Grèce de la zone euro. Cette sortie serait-elle salutaire pour la Grèce ou pour l'Europe ? Rien n'est moins sûr.

Les projections sur cette éventualité, à prendre avec beaucoup de précautions comme toute les projections, dessinent un paysage plutôt apocalyptique.

Scénario 1 : Le plan de sauvetage de la Grèce est abandonné

Difficulté institutionnelle immédiate : pour sortir de la zone euro avec les traités actuels, la Grèce doit sortir de l'Union européenne. Seule une modification des traités pourraient lui conférer le même statut que le Royaume-Uni, par exemple, à la fois dans l'UE et sans l'euro.

Mais outre l'aspect juridique, la sortie de la Grèce de la zone euro serait une folie économique. La première année, l'abandon de la monnaie unique coûterait à l'économie grecque la moitié de son PIB, soit entre 9.500 et 11.500 euros par habitant, selon une

étude récente de l'Union des banques suisses (UBS). Et entre 3.000 et 4.000 euros par habitant les années suivantes.

Pourquoi une telle facture ? La Grèce ne peut pas faire comme l'Argentine : dévaluer sa monnaie, geler les comptes bancaires et mettre en place une économie compétitive. Pour comprendre, il faut imaginer comment pourrait s'organiser la sortie de la Grèce de la zone euro.

La zone monétaire grecque réorganisée

Sans l'euro, la Grèce devra mettre en circulation une nouvelle monnaie nationale, qui sera vraisemblablement indexée sur l'euro. Dans cette phase de transition, cette nouvelle drachme et l'euro seront toutes deux en circulation.

Les Grecs détenant des euros tenteront alors de les faire sortir du pays avant la dévaluation de la nouvelle drachme. Et même en taxant lourdement les sorties de capitaux, les autorités grecques ne parviendront pas à en retenir l'intégralité. "La Grèce ne pourra pas fermer complètement son économie", explique Christophe Blot, économiste à l'OFCE.

Déplumés de ses épargnants, les établissements bancaires devront être renfloués par l'Etat grec. Ne pouvant faire appel aux marchés financiers pour emprunter (ils demandent déjà des taux d'intérêts de l'ordre de 20%), celui-ci devra faire appel à une aide plus grande du FMI.

Par ailleurs, une part non négligeable des acteurs privés grecs feront défauts. Ce qui occasionnera des pertes supplémentaires pour les investisseurs grecs et étrangers. "L'impact de la sortie de la Grèce de l'euro provoquerait en premier lieu la faillite de son système bancaire", explique Guillaume Klossa, président du think tank Europa nova.

La panique des marchés

Sans l'aide de l'UE, la Grèce remboursera probablement moins de la moitié de sa dette publique. Les pertes pour les créanciers privés et les banques européenne seront ainsi supérieures à 50% sur les obligations souveraines grecques.

Le plan de recapitalisation des établissements bancaires devra être renforcé. Or, les marchés exigent une recapitalisation rapide. Les banques devront donc être renflouées par les états. Le contribuable sera sollicité.

Le défaut grec n'étant plus ordonné, il est possible que les "credit default swaps" (CDS, des garanties contre le défaut de paiement) se déclenchent, causant une incertitude intense sur les marchés financiers dont il est "difficile de prévoir les conséquences" (négatives),

admet Guillaume Klossa, qui a été conseiller de Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, lors de la présidence française de l'UE.

La rigueur sans l'argent de la rigueur

En échange de ses prêts, le FMI demandera à la Grèce la mise en place d'une politique économique austère. Le Fonds monétaire international conditionne d'ailleurs déjà son aide actuelle - coordonnée avec l'UE - à de nombreuses réformes structurelles visant à réduire les dépenses publiques et à en augmenter les recettes.

Cependant, à l'issue de la phase monétaire transitoire (environ deux ans, selon les estimations des observateurs) la nouvelle drachme deviendra la seule monnaie légale en Grèce. Compte tenu des données économiques, cette monnaie sera dévaluée.

Conséquence direct : la part des importations grecques, qui représentent 30% du PIB actuellement, diminuera mécaniquement. En effet, explique Christophe Blot, "l'ensemble des produits étrangers importés et pour lesquels il n'existe pas de substitution dans le pays deviendront hors de prix".

Résultat, le taux d'inflation augmentera, le pouvoir d'achat et la consommation diminueront. Des conditions optimales pour une montée du chômage en flèche. "La récession s'amplifiera en raison des faillites et de l'effondrement du système bancaire", confirme Christophe Blot.

La Grèce sera alors confrontée à un défi : gagner en compétitivité afin d'augmenter sa part d'exportations (elles représentent actuellement 20% du PIB), en misant sur le tourisme et la création de nouvelles filières. Et cela avec un handicap majeur : l'impossibilité d'emprunter sur les marchés pour relancer sa croissance.

"Avec une monnaie dévaluée, le tourisme grec rapportera moins qu'actuellement", souligne Guillaume Kloss, dont le pronostic est sans équivoque : "Sortir de l'euro ne résoudra rien en Grèce."

L'Europe sans la Grèce

La sortie de la Grèce créera un précédent donnant un signal négatif aux marchés financiers. Résultat : les attaques spéculatives sur les dettes italienne, espagnole et portugaise se multiplieront, car les suspicions des investisseurs se porteront sur une éventuelle sortie de la zone euro.

"Cela annoncerait la désintégration de la zone euro, mais aussi de l'Union européenne, car cela montrerait qu'elle est incapable de régler un problème politique mineur", prévient Guillaume Klossa.

Ainsi, en cas de sortie de la Grèce, il est à prévoir un éclatement de la zone euro, qui remettra durablement en cause la construction de l'Europe politique.

Scénario 2 : le plan de sauvetage est mis en place

Les banques et les investisseurs privés acceptent une décote de 50% sur leurs obligations, engrangeant des pertes qui viennent directement impacter leurs bénéficiaires.

En parallèle, pour éviter leur déstabilisation, plus de 60 banques européennes sont recapitalisées, pour un montant global de plus de 100 milliards d'euros.

Par ailleurs, le Fonds européen de stabilité financière se renforce, ce qui lui permet d'intervenir sur les marchés obligataires, accompagnant ou prenant le relais de la BCE, qui a déjà acheté pour 160 milliards d'euros de dettes souveraines.

La rigueur et l'argent de la rigueur

Selon le plan prévu, l'UE et le FMI doivent débloquer 100 milliards d'euros d'ici à 2014 en soutien d'un plan d'austérité et de réformes structurelles.

En échange de cette aide, les Grecs devront mettre en place une politique économique austère : diminution du budget de l'Etat, vente d'entreprises publiques, diminution des salaires, augmentation des impôts, etc.

Comme les autres pays membres, les autorités grecques devront se soumettre aux mécanismes de contrôles budgétaires de Bruxelles décidés lors du sommet européen.

Est-ce que les aides et le rééchelonnement de la dette permettront de relancer la croissance ? de réformer une économie basée sur le tourisme et l'administration publique, sclérosée par la corruption et la fraude fiscale ? Est-ce que les Grecs, qui subissent de plein fouet la crise sociale, permettront une politique d'austérité ?

L'avenir de l'Europe

Même si l'ensemble des mesures décidées lors du sommet européen du 27 octobre sont mises en place, un certain nombre de conditions devront être remplies pour que la zone euro se stabilise.

"Le sommet était une étape nécessaire et les conclusions ont montré une dynamique positive qui a permis de gagner du temps", reconnaît Guillaume Klossa. "Mais les marchés attendent la capacité de l'eurogroupe à mettre ces décisions en application, ce qui a fait défaut lors des sommets précédents. On voit bien avec la proposition de référendum de Papandreou que l'Europe est fragile. Le fonds de stabilité est intergouvernemental et

comme les pays qui y participent - à l'image de l'Italie - sont déstabilisés, le fonds lui-même est menacé. De plus, les modalités de l'effet de levier de ce fonds n'ont pas été définies. Or, les marchés attendent désormais des réponses précises."

Le président d'Europa nova plaide pour la mise en place à plus long terme d'un gouvernement économique afin prévenir et gérer les crises systémiques à l'échelle européenne, surveiller les budgets nationaux, coordonner les politiques conjoncturelles et agir sur le potentiel de croissance de l'UE par l'investissement.

Un problème démocratique et social

Si la politique de réduction des déficits décidée actuellement permettra de rassurer les investisseurs et de gagner du temps face aux marchés financiers, elle exposera l'Europe à la contestation sociale. Guillaume Klossa reconnaît que l'Europe a un problème de légitimité démocratique. L'ancien conseiller européen défend, pour y remédier, la création d'une assemblée parlementaire composée du Parlement européen et des commissions des budgets des finances et des affaires sociales des pays membres de la zone euro. Une construction européenne qui demande du temps.

Or, à supposer que l'ensemble des pays de la zone euro adoptent des politiques d'austérité, que le Fonds de stabilité et les recapitalisations des banques soient suffisants, la zone euro ne peut s'attendre à une croissance lui permettant de réduire les dettes souveraines dans les toutes prochaines années. Chômage, réduction des services publics et augmentation des impôts sont à prévoir avec les politiques mises en place actuellement.

Un déficit de croissance structurel

"La stratégie de Lisbonne prévoyait que l'Union européenne serait confrontée à un déficit de croissance structurelle dès 2010", rappelle Guillaume Klossa. "Certains pays comme la France ou les pays du sud de l'Europe ont tardé à mettre en place les réformes nécessaires. Or, les pays émergents ont aujourd'hui une croissance forte. En comparaison, l'Europe est devenue plus risquée.

Et de conclure : "La crise grecque devrait être l'occasion pour l'Europe de répondre politiquement aux déficits de croissance structurelle de l'Europe."

Donald Hebert - Le Nouvel Observateur

EUROPANOVA

Le sursaut européen ne viendra que d'un gouvernement fédéral

LE FIGARO

Interview de Guillaume Klossa, président d'Europanova, publiée dans le Figaro, le vendredi 4 novembre 2011

LE FIGARO.- Que vous inspire aujourd'hui la décision grecque ?

Guillaume KLOSSA.- C'est un coup de tonnerre qui appelle un sursaut européen. Europanova réfléchit à des propositions durables et nous allons demander rendez-vous à Herman Van Rompuy, au président français, à la chancelière allemande. Un groupe de personnalités de la société civile travaille pour nous depuis 2009 à la sortie de crise.

L'Europe a toujours progressé à la faveur des crises. La crise de la dette va-t-elle lui permettre de se relancer ?

Celle-ci est beaucoup plus grave que les précédentes. Avant d'être une crise bancaire et financière, c'est une crise d'absence durable de perspectives de croissance, à un moment où la donne économique mondiale change, avec un rééquilibrage planétaire rapide et massif. Dès 2000, les chefs d'état et de gouvernement européens l'avaient anticipée. Conscients des faibles perspectives de croissance, ils se sont engagés à mettre en œuvre les réformes structurelles de la stratégie de Lisbonne, censées assurer à chacun un haut degré de compétitivité dans la mondialisation. Ils ont aussi lancé en 2001 à Laeken la convention pour une Constitution européenne afin que l'Europe devienne une puissance mondiale. L'échec de ces deux initiatives fait que les Européens subissent une crise sans précédent sans y avoir été préparés.

Peut-il y avoir un sursaut vers une plus grande intégration européenne ?

Cette crise systémique qui concerne les États membres, la zone euro et les institutions européennes, met en évidence l'inadaptation d'un mode de décision

EUROPANOVA

intergouvernemental, trop lent et complexe. La mise en oeuvre des décisions trop aléatoire, comme l'ont montré les accords du 21 juillet et du 27 octobre visant à résoudre la crise grecque, remis en question par le référendum. Le sursaut doit venir de la mise en place d'un gouvernement économique et social européen, à mon sens fédéral, pour la zone euro, ayant pour mission de stabiliser le contexte macroéconomique, surveiller les budgets nationaux mais aussi promouvoir l'emploi et la croissance, indispensables à la confiance des marchés et des citoyens européens.

Les États sont-ils prêts à de tels transferts de souveraineté ?

Il ne s'agit pas d'une perte de souveraineté. Le pouvoir qu'ont pris les marchés, les agences de notation et les investisseurs internationaux montre que les États européens ont perdu la main. Il s'agit pour eux, à travers un système fédéral, de reprendre le contrôle de la situation. Les acteurs qui s'en sortent dans la mondialisation sont soit des États-continentaux, comme les États-Unis, le Brésil ou l'Inde - des fédérations - soit des États autoritaires, comme la Chine, soit des États bénéficiant de ressources naturelles importantes, ou de petite taille ayant choisi de flexibiliser totalement leur marché du travail, tels le Chili ou Israël. Aux Européens de décider dans quelle catégorie ils veulent boxer. C'est un choix politique majeur.

Le couple franco-allemand peut-il servir de noyau dur à un système fédéral ?

Une bonne entente est nécessaire, mais pas suffisante. L'enjeu est de créer une dynamique d'entraînement des autres pays. L'équilibre du couple franco-allemand a changé. La grande puissance politique en Europe ce n'est plus la France. C'est l'Allemagne, qui a besoin de l'Europe pour tirer son épingle du jeu dans la mondialisation. Son économie s'en sort mieux grâce à une politique de réformes mise en place à temps. Conscients que leurs avantages compétitifs sont menacés par les émergents, de nombreux dirigeants politiques, économiques et syndicaux plaident pour des États-Unis d'Europe forts dans la mondialisation. À nous Français de nous positionner clairement !

La constitution d'un gouvernement économique et social européen ne pose-t-elle pas un problème démocratique ?

Les institutions actuelles sont clairement insuffisantes pour garder la confiance des citoyens et des marchés. Notre proposition, c'est de créer une assemblée parlementaire de la zone euro, qui rassemblera des parlementaires européens de la zone et des représentants des commissions des finances et des affaires sociales des Parlements nationaux. Sa mission : contrôler les décisions prises par le gouvernement de la zone euro de manière légitime et rapide afin de prévenir et gérer efficacement les crises.

Une proposition forte pour le G20 ?

EUROPANOVA

L'urgence est de créer une commission exécutive du G20, ayant pour mission de mettre sur la table des propositions d'intérêt général planétaire.

Que pensez-vous de la proposition chinoise d'alimenter le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ?

La Chine construit son destin mondial et profite de ses attermoissements. Et c'est elle qui avance. Elle a un intérêt stratégique à diversifier ses réserves monétaires, ce qui peut passer par la contribution au FESF. Mais n'ayons pas peur des Chinois. Parlons-leur d'égal à égal pour faire valoir leurs intérêts. Nous Européens ne pouvons plus nous présenter en ordre dispersé devant les portes de la Cité interdite.

Guillaume Klossa

- *Classement de l'article*
- *4 nov. 2011*
- *Le Figaro*
- *PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE ROUSSELIN*

INTERVIEW Conseiller de Jean-pierre Jouyet pendant la présidence française de l'union européenne, le président d'europanova (*), think-tank qui a lancé la réflexion sur le gouvernement économique européen, pointe l'inadaptation d'un mode de décision au se

LE FIGARO.- Que vous inspire aujourd'hui la décision grecque ?



Guillaume KLOSSA.- C'est un coup de tonnerre qui appelle un sursaut européen. Europanova réfléchit à des propositions durables et nous allons demander rendez-vous à Herman Van Rompuy, au président français, à la chancelière allemande. Un groupe de personnalités de la société civile travaille pour nous depuis 2009 à la sortie de crise. L'europe a toujours progressé à la faveur des crises. La crise de la dette va-t-elle lui permettre de se relancer ? Celle-ci est beaucoup plus grave que les précédentes. Avant d'être une crise bancaire et financière, c'est une crise d'absence durable de perspectives de croissance, à un moment où la donne économique mondiale change, avec un rééquilibrage planétaire rapide et massif. Dès 2000, les chefs d'état et de gouvernement européens l'avaient anticipée. Conscients des faibles perspectives de croissance, ils se sont engagés à mettre en oeuvre les réformes structurelles de la stratégie de Lisbonne, censées assurer à chacun un haut degré de compétitivité dans la mondialisation. Ils ont aussi lancé en 2001 à Laeken la convention pour une Constitution européenne afin que l'europe devienne une puissance mondiale. L'échec de ces deux initiatives fait que les Européens subissent une crise sans précédent sans y avoir été préparés. Peut-il y avoir un sursaut vers une plus grande intégration européenne ? Cette crise systémique qui concerne les États membres, la zone euro et les institutions européennes, met en évidence l'inadaptation d'un mode de décision intergouvernemental, trop lent et complexe. La mise en oeuvre des décisions trop aléatoire, comme l'ont montré les accords du 21 juillet et du 27 octobre visant à résoudre la crise grecque, remis en question par le référendum. Le sursaut doit venir de la mise en place d'un gouvernement économique et social européen, à mon sens fédéral, pour la zone euro, ayant pour mission de stabiliser le contexte macroéconomique, surveiller les budgets nationaux mais aussi promouvoir l'emploi et la croissance, indispensables à la confiance des marchés et des citoyens européens. Les États sont-ils prêts à de tels transferts de souveraineté ? Il ne s'agit pas d'une perte de souveraineté. Le pouvoir qu'ont pris les marchés, les agences de notation et les investisseurs internationaux montre que les États européens ont perdu la main. Il s'agit pour eux, à travers un système fédéral, de reprendre le contrôle de la situation. Les acteurs qui s'en sortent dans la mondialisation sont soit des États-continentaux, comme les États-unis, le Brésil ou l'Inde - des fédérations - soit des États autoritaires, comme la Chine, soit des États bénéficiant de ressources naturelles importantes, ou de petite taille ayant choisi de flexibiliser totalement leur marché du travail, tels le Chili ou Israël. Aux Européens de décider dans quelle

catégorie ils veulent boxer. C'est un choix politique majeur. Le couple franco-allemand peut-il servir de noyau dur à un système fédéral ? Une bonne entente est nécessaire, mais pas suffisante. L'enjeu est de créer une dynamique d'entraînement des autres pays. L'équilibre du couple francoallemand a changé. La grande puissance politique en Europe ce n'est plus la France. C'est l'Allemagne, qui a besoin de l'Europe pour tirer son épingle du jeu dans la mondialisation. Son économie s'en sort mieux grâce à une politique de réformes mise en place à temps. Conscients que leurs avantages compétitifs sont menacés par les émergents, de nombreux dirigeants politiques, économiques et syndicaux plaident pour des États-Unis d'Europe forts dans la mondialisation. À nous Français de nous positionner clairement ! La constitution d'un gouvernement économique et social européen ne pose-t-elle pas un problème démocratique ? Les institutions actuelles sont clairement insuffisantes pour garder la confiance des citoyens et des marchés. Notre proposition, c'est de créer une assemblée parlementaire de la zone euro, qui rassemblera des parlementaires européens de la zone et des représentants des commissions des finances et des affaires sociales des Parlements nationaux. Sa mission : contrôler les décisions prises par le gouvernement de la zone euro de manière légitime et rapide afin de prévenir et gérer efficacement les crises.

EUROPANOVA

Un projet à réinventer



Article de Guillaume Klosa, président d'EuropaNova et Jean-François Jamet porte-parole d'EuropaNova, publié dans la Croix, le vendredi 4 novembre 2011

Et si finalement cette crise économique, financière et sociale sans précédent depuis la Grande Dépression nous donnait, à nous Européens, l'opportunité de refaire de la Politique avec un P majuscule et de nous réinventer?

Soyons honnêtes, le mode de fonctionnement actuel de l'Union européenne, essentiellement intergouvernemental et réactif, n'est pas adapté à la période dans laquelle nous nous trouvons. Les Conseils européens de la dernière chance se succèdent sans pour autant apporter de réponses durables et crédibles à la crise.

Et si l'on a pu un instant se réjouir de l'accord du Conseil européen du 26 octobre visant à réduire la dette grecque, renforcer le Fonds européen de stabilité financière et amorcer une gouvernance économique européenne pour la zone euro, nul ne se fait d'illusion: cet accord, mis en œuvre au nom, ne résout en rien la crise profonde qui touche les Européens dans un monde en mutation rapide où l'Occident a perdu le monopole de la mondialisation et de l'innovation.

Dès 2000, prévoyant un déficit durable de perspectives de croissance à l'horizon 2010-2020, les chefs d'État et de gouvernement de l'Europe des Quinze s'étaient engagés à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires au maintien d'un haut niveau de compétitivité. Leur ambition: que l'Europe soit l'économie la plus innovante du monde en 2010 !

Et pourtant, nous voilà en 2011 et l'Europe n'est rien de tout cela... La faute à une union économique et monétaire inachevée où les divergences l'emportent trop souvent? aux institutions ? à la Commission ? aux États membres ? aux citoyens ? Un peu à tous sans doute. Mais pour nous, c'est d'abord par la faute d'un cruel manque de conviction, de vision, de passion et d'humanisme d'une génération de dirigeants européens qui, avec l'éloignement de la Seconde Guerre mondiale, n'ont plus perçu l'urgence européenne.

C'est également la faute de notre arrogance collective qui nous a empêchés de comprendre l'ampleur des mutations en cours et la valeur ajoutée d'une véritable

EUROPANOVA

puissance publique européenne capable de protéger le demi-milliard de citoyens européens et de faire valoir dans le monde nos intérêts et nos valeurs. Mais aussi d'être le laboratoire du gouvernement mondial dont la planète a besoin pour gérer les défis collectifs que sont le changement climatique, l'épuisement des ressources naturelles ou la démographie galopante.

Sommes-nous fichus ? L'Europe est-elle un échec, n'y a-t-il rien à faire ? Nous sommes persuadés du contraire... Cette crise est pour les nouvelles générations d'Européens - qu'ils soient simples citoyens, dirigeants politiques, intellectuels ou syndicalistes - l'occasion d'une formidable prise de conscience de la nécessité de nous réinventer ensemble.

Ils comprennent que désormais ni nos vieux États-nations, ni l'Union européenne, ni la zone euro ne sont adaptés à ce monde nouveau dominé par des États continentaux et souvent fédéraux comme les États-Unis, l'Inde, le Brésil ou la Russie, ou autoritaires comme la Chine. À Rome, Madrid, Paris, Varsovie ou Berlin, de plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à la réinvention du projet européen. Et ce qui était impensable avant la crise devient non seulement concevable mais indispensable.

Les idées ne manquent pas et un vrai débat démocratique sur le projet politique européen, sur la construction d'une puissance publique européenne et la manière d'y arriver devient plus nécessaire que jamais. Sachons écouter ceux, de plus en plus nombreux dans tous les pays de l'Union, qui appellent à l'avènement d'un gouvernement socio-économique pour la zone euro, préfigurant l'émergence d'une véritable fédération européenne.

Et soyons conscients de l'absolue nécessité d'un contrôle démocratique qui doit être à la fois approfondi et rapide. Pour donner une légitimité démocratique à ce gouvernement socio-économique, il faudra ainsi très certainement créer une assemblée parlementaire de la zone euro, comprenant à la fois tous les parlementaires européens des pays de la zone euro et des représentants des commissions compétentes des parlements nationaux.

L'heure est bien à la réinvention du projet européen. La pensée a mûri et les citoyens comme les décideurs savent que les Européens devront bâtir une nouvelle architecture européenne dans les mois et les années qui viennent. À cet égard, la prochaine élection présidentielle française sera un rendez-vous politique européen majeur, car le futur président de la République française sera un acteur clé de cette nécessaire refondation. Nous ne manquerons pas de mettre les candidats à la présidence de la République face à leurs responsabilités en les appelant à s'engager sur un pacte présidentiel clair et ambitieux pour l'Europe.

(1) Auteurs d'*Europe, la dernière chance ?* (Armand Colin, 224 p., 18 €, à paraître le 9 novembre).

Guillaume Klossa et Jean-François Jamet

Un pacte présidentiel pour l'Europe

Pour la première fois sous la V^e République, l'Europe doit absolument être au cœur de l'élection présidentielle. Nul remède à la crise économique et sociale en France ne sera en effet crédible s'il ne s'accompagne d'une solution à la crise européenne... EuropaNova, un think tank européen fondé en 2002 par Guillaume Klossa, milite pour une réponse institutionnelle et la mise en place d'un véritable gouvernement économique de la zone euro. Ce pacte présidentiel pour l'Europe va être proposé à la signature de tous les candidats à l'élection de 2012. Il sera présenté, ce mercredi, à l'occasion du colloque organisé par EuropaNova pour la sortie de son livre « Europe, la dernière chance ? ».



Longtemps, nos dirigeants ont hésité à faire de l'Europe un sujet de débat présidentiel. Parler de l'Europe était tabou. C'est ce que Michel Barnier appelait en février 2002 le « grand secret ». Le moment est venu de mettre fin au mythe de l'omnipotence de la politique nationale et du président de la République française. Nous devons accepter de voir la réalité d'un monde qui change où la France ne peut plus peser seule. Aujourd'hui, l'ampleur de la crise et surtout les bouleversements géopolitiques et économiques ont rattrapé nos vieux pays européens. De nouvelles grandes puissances nous contestent désormais le monopole de la définition des règles du jeu mondial. Ces nouvelles puissances attirent une part croissante des investissements, car le dynamisme et la stabilité ont changé de camp : les risques politiques et économiques apparaissent désormais plus forts dans certains États européens qu'au Brésil, en Chine ou en Inde.

Notre pays — comme d'ailleurs ses voisins — ne pourra pas s'en sortir seul. Avant d'être bancaire, financière ou monétaire, la crise actuelle traduit une absence structurelle de perspectives de croissance des pays européens. Et l'absence d'un leadership po-

Point de vue



Par
**GUILLAUME KLOSSA
ET JEAN-FRANÇOIS JAMET**
EuropaNova

litique clair empêche le Vieux Continent de se ressaisir et de sortir de son introversion pour se consacrer à la mise en œuvre

d'une stratégie de croissance dans un monde où la compétition est de plus en plus vive. C'est ce manque de perspectives qui fait de l'Europe une zone à risque pour les investisseurs et qui rend problématique notre niveau d'endettement. Nous ne pourrions retrouver de marges politiques et économiques sans mettre en place une nouvelle architecture institutionnelle et démocratique européenne capable de prévenir et gérer efficacement les crises, de nous réinscrire dans une perspective de croissance durable et de refaire de ce continent un territoire d'opportunités pour tous et plus particulièrement pour les jeunes.

Dans de nombreux pays européens, des dirigeants prennent position pour la création d'une Europe fédérale qui permette aux citoyens de reprendre collectivement leurs destins en

quelques déclarations de dirigeants isolés. Dans ce contexte exceptionnel, la zone euro doit se doter d'instruments régaliens si elle veut survivre et l'élection présidentielle française devient le prochain rendez-vous politique européen majeur. Le futur chef de l'État sera en effet un acteur déterminant de la réinvention du projet européen. Il sera d'autant plus légitime qu'il aura porté pendant la campagne des propositions fortes pour sortir les Européens de la crise et repenser radicalement le système politique et institutionnel de l'Union. Nous appelons donc les candidats à l'élection présidentielle à se prononcer en faveur d'un pacte européen clair et ambitieux et à promouvoir ce pacte au sein de leur parti en France et en Europe quelle que soit l'issue de l'élection.



Six propositions d'EuropaNova pour sortir de la crise

► Un gouvernement socio-économique européen fédéral pour la zone euro

Plus qu'une simple gouvernance composée de règles contraignantes, la zone euro doit se doter d'un gouvernement économique et social ayant pour vocation de faire respecter les règles budgétaires communes, mais aussi la responsabilité d'organiser la convergence économique, sociale et fiscale de la zone. Cette convergence renforcera la lisibilité de l'économie européenne pour ceux qui souhaitent y investir. Sauf à susciter un rejet des citoyens européens, ce gouvernement ne peut avoir comme seul objectif d'organiser la surveillance des États membres, sa mission doit être élargie à la croissance et à l'emploi. Il doit pouvoir mener des politiques contra-cycliques par la coordination des politiques budgétaires nationales et par des capacités d'investissement propres. Et initier puis piloter des projets d'intérêt général européen, en lien avec les États membres. En-

fin, il aurait la responsabilité de la stabilité financière de la zone euro en coopération avec la BCE et de la doter des capacités de décision et de régulation nécessaires face au risque bancaire systémique.

► Un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro

Pour avoir une capacité de direction et de décision, ce gouvernement doit être piloté par un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro. Appartenant à la majorité élue au Parlement européen, il devra également être vice-président de la Commission européenne (et piloter les services économiques de celle-ci) afin de garantir la cohérence entre les politiques de l'Union et celles de la zone euro. Il présidera les Conseils de l'économie et des finances mais aussi de la compétitivité de l'Union ainsi que le Conseil des ministres de la zone euro. Il rendra compte de son action devant

l'Assemblée parlementaire de la zone euro.

► Une Assemblée parlementaire de la zone euro

Elle aura pour mission de contrôler les décisions du gouvernement économique et social européen. Elle sera composée des parlementaires européens élus dans les États membres de la zone euro et des présidents des commissions du Budget et des Affaires sociales des parlements nationaux.

► Un ministre d'État en charge des affaires européennes

La réinvention des institutions européennes pour sortir de la crise ne peut se faire sans associer la société civile et les citoyens français à la réflexion politique. Ce rôle majeur doit revenir à un ministre des Affaires européennes de plein exercice, indépendant du ministère des Affaires étrangères — l'Europe est désormais une affaire politi-

que interne — qui doit également disposer d'une administration compétente dédiée. C'est pourquoi EuropaNova recommande la création d'un ministère plein des Affaires européennes qui a pour mission d'animer le débat sur la rénovation européenne en France et de définir les positions européennes de la République.

► Une politique de production et d'innovation pour l'Europe

Pour augmenter leurs potentiels de croissance, les Européens doivent se doter d'urgence d'une stratégie de réindustrialisation, non pour renouer avec les industries du passé mais pour mieux identifier celles génératrices de services et les industries d'avenir conditionnant la croissance. Une vraie stratégie de conception et de production en Europe est nécessaire, tout comme la promotion d'une culture industrielle. EuropaNova propose que la France et l'Allemagne prennent l'initiative d'un débat sur ces su-

jets et lancent un programme pour une approche industrielle concertée en Europe visant à un renforcement du tissu industriel sur l'ensemble du territoire européen. Ce programme donnerait lieu à une initiative communautaire concernant les écosystèmes d'innovation.

► Une coopération renforcée en matière énergétique

Pour maintenir la compétitivité européenne, l'urgence est de renforcer l'indépendance énergétique et de créer un véritable marché unique de l'énergie. Cette politique de solidarité européenne doit concourir à plusieurs objectifs : sécurisation des approvisionnements, sécurité énergétique, interconnexion des réseaux de transport d'électricité.

L'ensemble des 21 propositions est disponible dans l'ouvrage « Europe, la dernière chance? ».

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES PROPOSITIONS SUR LATRIBUNE.FR

L'immense défi de la classe politique européenne

Point de vue | Fondation Robert Schuman | 22.11.11 | 11h30

par Thierry Chopin, directeur des études de la Fondation Robert Schuman et Jean-François Jamet, porte parole d'EuropaNova

L'accentuation de la crise des finances publiques rapproche l'heure du dénouement pour l'Europe. Le choix semble clair : d'un côté, l'évolution vers un système politico-économique de nature fédéral au niveau de la zone euro, de l'autre le repli national et l'éclatement. Depuis le début de la crise, les leaders politiques européens se sont pourtant efforcés de ne pas choisir en mettant en place des mécanismes de solidarité et de surveillance financière sans pour autant faire le saut fédéral. Mais cet entre-deux est de plus en plus fragile.

Le résultat est un agacement général devant une crise politique et économique qui n'en finit plus. Pire, de nombreux citoyens – mais aussi la Cour constitutionnelle allemande – estiment légitimement que le système de décision actuel, caractérisé par des négociations diplomatiques de la dernière heure entre chefs d'Etat et de gouvernement (dont plusieurs ont d'ailleurs du démissionner de leur fonction), est marqué par un déficit démocratique. Ce déficit alimente la défiance à la fois contre les politiques d'austérité ("*imposées de l'extérieur*" aux Etats fragilisés par la crise) et les politiques de solidarité (dont les citoyens des Etats sollicités pour leur aide craignent qu'elles créent des effets d'aubaine et incitent au laxisme des "*autres*" Etats). Si l'on veut redonner du sens à la politique européenne, il faut remédier sans tarder à cette absence de colonne vertébrale.

L'Europe ne peut se satisfaire que son système politique soit à ce point discrédité qu'il doive emprunter sa crédibilité à une institution indépendante, la Banque centrale européenne (au niveau de la zone euro), et à des technocrates (Mario Monti en Italie et Lucas Papadémos en Grèce, et ce malgré le soutien parlementaire dont ils bénéficient). Il faut dès lors que nos hommes et femmes politiques se montrent beaucoup plus audacieux et proposent une réforme fondamentale des institutions européennes. Cette réforme doit avoir pour objet le renforcement du rôle des parlements (nationaux et européens) et la clarification des responsabilités entre les institutions européennes. Dans la continuité de la logique intergouvernementale qui a prévalu au cours de la crise, le dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro (le 26 octobre dernier) a confié une mission de réflexion au président du Conseil afin de renforcer *"l'union économique afin qu'elle soit à la mesure de l'union monétaire"*. Les termes de cette mission sont bien trop imprécis. Et ce type de mission au mandat limité n'a pas donné beaucoup de résultat précédemment.

Pour y remédier, et accroître la légitimité de ce processus, nous proposons un changement de méthode et nous appelons le président du Conseil (Herman Van Rompuy) à associer à ses travaux des parlementaires européens, des parlementaires nationaux et des membres de la Commission. De facto serait ainsi créée une Convention réunissant dans une même enceinte des légitimités complémentaires. Cette convention aurait pour mission de dresser les contours d'un gouvernement économique de la zone euro. Ce gouvernement devrait répondre aux impératifs suivants :

- efficacité économique avec l'inscription des règles de surveillance budgétaire dans les Traités (comme le demande l'Allemagne) et, en contrepartie, le renforcement de la solidarité financière (obligations européennes finançant les nouvelles émissions des Etats membres en contrepartie des mesures d'austérité, plan d'investissement européen, rôle accru de la BCE en soutien du Fonds européen de stabilité) ;

- légitimité démocratique en associant les parlementaires sous la forme d'un Parlement de la zone euro qui réunirait les parlementaires européens de la zone euro ainsi que les présidents des Commissions budgétaires des parlements nationaux et le Président de la Commission des budgets du Parlement européen ;

- lisibilité, en permettant à la zone euro de parler d'une seule voix, ce qui suppose d'une part la fusion du Commissaire européen en charge des affaires économiques et financières et du président de l'Eurogroupe (de façon à créer un Ministre des finances européen) et d'autre part au plus haut niveau la fusion des présidences du Conseil et de la Commission, avec une désignation au suffrage universel.

Les Européens auront-ils le courage de lancer ce débat ? C'est aux responsables politiques et, au-delà, à tous les acteurs qui le souhaitent, de relever un tel défi, dont la difficulté et la portée s'apparentent à celui qu'ont eu à affronter les Pères fondateurs de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais il y a urgence : chaque

semaine qui passe dans l'incertitude sur l'avenir de l'Union accroît la probabilité que l'Europe sera contrainte à des choix radicaux dont elle n'aura pas préalablement débattu.

Thierry Chopin est aussi professeur associé au CNAM et enseigne également à Sciences Po et à Mines ParisTech.

Jean-François Jamet cosigne Europe, la dernière chance ?, qui vient de paraître chez Armand Colin.

Angela Merkel a raison

Pour un fédéralisme fiscal.

LE MONDE | 01.12.2011 à 14h47 • Mis à jour le 06.12.2011 à 09h58 | Par Stéphane Cossé (membre du comité d'orientation d'Europa Nova) et Robert Rochefort (eurodéputé, vice-président du MoDem)

L'union monétaire exige un transfert significatif de souveraineté budgétaire des Etats membres vers les institutions européennes. Les récentes propositions de réforme des traités européens proposées par Angela Merkel et la CDU constituent une avancée importante en ce sens. L'Allemagne est prête, dit la chancelière allemande. Mais Nicolas Sarkozy osera-t-il aller aussi loin ? Car l'accueil en France des propositions allemandes a suscité de la perplexité, tant celles-ci sont ambitieuses.

Les plus cyniques considèrent que la chancelière allemande met en oeuvre une tactique politique qui consiste à déplacer le terrain de la gestion de la crise à court terme, et notamment la question du rôle que pourrait y jouer la BCE, vers un sujet institutionnel, sans croire à la faisabilité de ses propositions. D'ailleurs, plutôt que d'avancer des solutions fédérales, n'est-ce pas l'Allemagne qui a proposé il y a encore quelques jours, de façon humiliante, de faire appel à des fonds chinois pour sauver notre monnaie commune ? D'autres estiment que le problème n'est pas là : la réforme des traités ne résoudra pas la crise qui fait chanceler la zone euro et l'Europe. Il faut traiter le court terme d'abord. Rares sont ceux qui, en revanche, appuient ces propositions.

La France, même endettée et affaiblie financièrement, a certes raison d'exiger des concessions de l'Allemagne. Celle-ci doit assouplir son dogmatisme, en particulier sur la limitation des missions de la Banque centrale européenne (BCE). Elle doit pousser à une plus grande harmonisation fiscale pour éviter le dumping qui favorise les pays moins-disants. Elle doit être ouverte sur la mise en oeuvre d'une mutualisation de la dette souveraine au sein de la zone euro, même si cela peut vouloir dire que l'Allemagne, au nom de la solidarité au sein de la zone, paie plus cher ses taux d'intérêt. Mais, à l'inverse, la France ne peut se faire plus discrète lorsqu'il s'agit de transférer institutionnellement une partie de la souveraineté de notre pays dans un cadre européen. Car c'est une contrepartie logique.

Osons au contraire reconnaître que les propositions d'Angela Merkel sont courageuses et à contre-courant d'une opinion allemande échaudée par la crise de la zone euro et tentée par le repli sur soi. Elles sont en cohérence avec ce que devrait être un véritable fédéralisme fiscal, pilier incontournable de l'union monétaire. A ce titre, il est dans la logique des choses que les instances européennes soient dotées d'un super-commissaire européen, ministre de l'économie et des finances, capable de dire non à une loi de finances nationale qui remette en cause les orientations budgétaires communes européennes.

LÉGITIMITÉ ET LISIBILITÉ

Rien de choquant non plus à ce que ce ministre ait le pouvoir de faire appel à la Cour européenne de justice en cas de conflit avec un Etat membre. Ce ministre pourrait gérer une agence européenne de la dette qui émettrait des émissions mutualisées au sein de la zone (on peut penser que l'Allemagne acceptera cette solution sur la base de ce nouveau dispositif institutionnel). Bien entendu, c'est fondamental, il est essentiel que ce dispositif se fasse dans un cadre démocratique, qui apporte la légitimité et la lisibilité. C'est pourquoi l'élection au suffrage universel d'un président de la Commission et du Conseil réunis est indispensable, ainsi que le renforcement des pouvoirs du Parlement européen afin que lui soit enfin reconnu le droit d'initiative législative.

Face à l'urgence, ces propositions peuvent paraître, il est vrai, lointaines. Mais si nous ne traçons pas la voie, si nous ne disons pas quelles sont toutes les implications de la mise en commun d'une monnaie en Europe, alors nous aurons failli dans notre mission. Construire l'euro, c'est construire l'Europe politique. Construire l'euro, c'est croire en une double identité, nationale et européenne. François Mitterrand a déjà dit non une première fois à Helmut Kohl au moment où le projet de l'euro était en gestation. Ne ratons pas cette deuxième occasion. Angela Merkel a raison de le dire : nous n'avons pas d'autres choix.